



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE



Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Université Mouloud MAAMERI de Tizi-Ouzou

Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestions

Département des sciences de gestion

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du Diplôme de Master En

Sciences Financières et comptabilité

Spécialité : Finance d'entreprise

Thème

**ANALYSE DE LA STRUCTURE
FINANCIERE D'UNE ENTREPRISE ET
SES SOURCES DE FINANCEMENT**

Présenté par :

***BELAIDI Saoussan
MOUKABEL Nacym***

Dirigé par :

Madame SALMI Samya

<i>Président de jury</i>	<i>Mr, OUALIKENE Selim</i>
<i>Examineur</i>	<i>Mr, SAM Hocine</i>
<i>Encadrement</i>	<i>Mme, SALMI Samya</i>

Promotion : 2019-2020

Remerciement

Nous remercions Dieu le tout puissant de nous avoir donné la santé, le courage, la chance et la volonté d'entamer et de terminer ce mémoire.

Tout d'abord, ce travail n'aurait pas vu le jour sans l'aide de Mme SALMI SAMYA, nous la remercions pour son encadrement exceptionnel, pour sa patience, et sa disponibilité durant notre préparation de ce mémoire.

Nous remercions les membres de jury d'avoir accepté d'examiner et évaluer ce travail.

Nous remercions Mr MOUZAOUI NABIL pour son aide à la réalisation de ce modeste mémoire.

Nous présentons nos remerciements à tous les enseignants de la faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion de l'université Mouloud MAMMERY de TIZI OUZOU, pour leurs enseignements qui nous ont été d'une grande utilité.

Nos vifs remerciements vont aussi à nos familles, à nos amis ainsi qu'à toute personne qui a contribué de près ou de loin à l'élaboration et à la finalisation de ce mémoire.

Dédicaces

Je dédie ce mémoire :

À mes chers parents, pour tous leurs sacrifices, leur amour, leur tendresse, leur soutien et leurs prières tout au long de mes études, que dieu les garde et les protège.

*À mon encadrante qui a été toujours présente pour nous,
À mon grand-père pour son encouragement permanent, et son soutien moral,*

À mes chers amis, qui ont toujours été là pour moi et qui ont su me motiver.

À toute ma famille pour leur soutien tout au long de mon parcours universitaire,

À tous ceux que je connais, et que j'aime,

Et enfin, à mon Binôme Nacym pour, son humour ainsi que son aide tout au long de cette expérience.

Que ce travail soit l'accomplissement de vos vœux tant allégués, et le fruit de votre soutien infaillible,

Merci d'être toujours là pour moi.

BELAIDI Saoussan

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail :

À Celle qui m'a donné la vie, ma mère symbole de tendresse, qui s'est sacrifiée pour mon bonheur et ma réussite. Aucun hommage ne pourrait être à la hauteur de l'amour dont elle ne cesse de me combler chaque jour. Que dieu lui procure bonne santé et longue vie.

À mon père, mon exemple éternel, école de mon enfance, qui a été mon soutien moral et source de joie et de bonheur durant toutes les années d'études, et qui a veillé tout au long de ma vie à m'encourager, à me donner de l'aide et à me protéger. Que dieu le garde et le protège.

À mes frères Byllal et Abdelhamid, de ma profonde tendresse et reconnaissance, je vous souhaite une vie pleine de bonheur et de succès, et que dieu le tout puissant, vous protège et vous garde.

Aux personnes qui m'ont toujours aidé et encouragé, qui était toujours à mes côtés et qui m'ont accompagné durant mon chemin d'études supérieures, mes aimables amis, collègues d'études et frères de cœur que Dieu vous garde.

Et enfin, à ma Binôme Saoussan pour son sérieux, sa patience, son humour ainsi que son aide et ce tout au long de cette expérience.

MOUKEBEL Nacym

Sommaire

Introduction générale	6
Chapitre I : Les concepts fondamentaux de l'analyse de la structure financière	
Introduction du chapitre.....	10
Section 01 : Généralité concernant la structure financière.....	11
Section 02 : Les différents outils d'information de l'analyse de la structure financière ...	14
Section 03 : La construction du bilan financier.....	20
Conclusion du chapitre.....	26
Chapitre 02 : L'analyse de la structure financière d'une entreprise	
Introduction.....	28
Section 1 ; L'analyse de la structure financière par les équilibres financiers.....	29
Section 2 : Analyse de l'activité.....	36
Section 3 : L'analyse de la structure financière par la méthode des ratios.....	44
Conclusion.....	52
Chapitre 03 : les sources de financement d'une entreprise	
Introduction du chapitre.....	54
Section 1 : le financement par fonds propres.....	55
Section 2 : le financement quasi-fonds propres.....	63
Section 3 : Le financement par endettement.....	65
Conclusion du chapitre.....	72
Conclusion générale	74
Bibliographie	76



Introduction Générale

Introduction

INTRODUCTION GENERALE :

L'entreprise est une organisation dotée de moyens humains, matériels et financiers qu'elle utilise pour produire et offrir sur le marché des biens et services afin d'atteindre deux finalités indispensables, à savoir sa rentabilité et sa solvabilité.

Le milieu de l'entreprise est complexe et a ses règles, ses références ainsi que son vocabulaire. La finance qui est l'un des piliers de l'économie de l'entreprise, elle est liée à la gestion des ressources financières. Cette gestion est effectuée par l'utilisation d'un ensemble d'outils parmi lesquels nous trouvons l'analyse financière. Celle-ci porte sur l'étude de la situation et la structure financière de l'entreprise dans le but de mettre en évidence ses points forts et points faibles face aux menaces et opportunités de l'environnement. Elle consiste en un ensemble de concepts, de méthodes et d'instruments qui permettent de traiter des informations comptables et financières relatives à l'entreprise afin de porter une appréciation sur le passé, le présent et le futur. L'analyse doit donc aboutir à un diagnostic, pour apprécier la performance, la rentabilité et la solvabilité de l'entreprise étudiée.

L'entreprise doit contrôler et maîtriser sa situation financière d'une manière régulière pour une période donnée. Et elle veille à la coordination, la consolidation de ses ressources et ses moyens pour assurer sa solvabilité et sa liquidité. Elle permet aux dirigeants de prendre des décisions favorables afin d'engendrer un système de gestion efficace, porter un jugement global sur sa situation financière actuelle et future.

L'objectif primordial d'une entreprise est de maintenir son équilibre financier à travers le temps. Pour atteindre cet objectif, l'analyse de la structure financière est l'un des outils essentiels dans l'étude de la santé financière de l'entreprise.

Le financement de l'entreprise désigne les modalités dont dispose une entreprise pour faire face à ses besoins. Une entreprise peut se financer par deux principaux moyens : le financement interne et le financement externe. Le recours au financement interne ou externe engendre des coûts susceptibles de mettre en péril la situation financière de l'entreprise et ce dans la mesure où les rendements réalisés ne couvrent pas les coûts de financement.

Dans le cadre de notre présent mémoire, nous avons fait une étude qui porte sur les différentes méthodes utilisées pour l'analyse de la structure financière afin de diagnostiquer les problèmes qui empêchent le bon fonctionnement de l'entreprise. Pour cela nous tentons de répondre à la question centrale suivante :

Introduction

En quoi l'analyse de la structure financière est un instrument d'aide à la bonne gestion d'une entreprise ?

Pour apporter des éléments de repenses à cette question, nous avons articulé notre travail autour des questions secondaires suivantes :

Question 1 : En quoi consiste l'analyse de la structure financière ?

Question 2 : Quels sont les indicateurs utilisés pour analyser la structure financière de l'entreprise. ?

Question 3 : Quel sont les modalités de financement de l'entreprise ?

➤ **Objectif du mémoire :**

Notre travail de recherche consiste à faire une étude théorique sur l'analyse de la structure financière d'une entreprise et les moyens de financements.

➤ **Le choix du sujet :**

Le choix porté sur la structure financière de l'entreprise et ses moyens de financement comme clé de voûte de notre étude se justifie par le fait qu'ils demeurent aussi bien pour toute l'entreprise, quelle que soit sa taille, sa nature, un moyen d'évaluation de la rentabilité des capitaux investis qu'une technique d'investigation ayant pour objet essentiel la recherche des conditions de l'équilibre financier.

Son but est donc de rechercher dans quelle mesure l'entreprise est assurée de maintenir son équilibre à court, moyen et long terme.

Étant donné que l'analyse de la structure financière d'une entreprise est tributaire de plusieurs paramètres, l'intérêt accordé à cette étude nous recommande d'apprécier comment l'entreprise oriente sa structure financière en vue d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés.

Par ailleurs, ce travail permet non seulement aux chercheurs et gestionnaires d'être en possession des outils appropriés de gestion mais aussi aux partenaires, de la vie de l'entreprise (investisseurs, potentiels créanciers, banquiers...) et au public de trouver une source d'information sur l'évolution financière afin d'apprécier la valeur, la qualité et les perspectives d'avenir.

Introduction

En définitive, ce travail permettra également aux praticiens de la technique financière de se faire une idée. De ce fait, la conduite de l'analyse de la structure financière incluant le diagnostic financier présente une importance non négligeable concernant l'activité car ses résultats et sa conclusion certifient la santé financière et permettent aux décideurs de mesurer la performance de l'activité et la survie de l'entreprise.

➤ **Méthodologie de recherche :**

Pour l'élaboration de notre mémoire, nous avons consulté des ouvrages, d'anciens mémoires et des sites internet traitant de l'analyse de la structure financière, et des moyens de financements afin d'approfondir nos connaissances sur le plan théorique. Cette démarche nous a permis d'avoir une maîtrise des concepts, des méthodes et des instruments d'analyses.

➤ **Structuration du travail de recherche :**

Pour l'élaboration de notre mémoire nous avons scindé notre travail en trois chapitres :

- Le premier chapitre, porte sur la présentation des concepts fondamentaux de l'analyse de la structure financière, où nous avons identifié ses mécanismes de base que tout analyste comptable ou financière ne peut ignorer ;
- Le deuxième chapitre : est consacré à l'étude des différents outils de l'analyse de la structure financière, dont on a étudié dans ce cadre les méthodes les plus utilisées par les entreprises. Chaque méthode a ses propres instruments, qu'elle utilise dans l'objectif d'une meilleure présentation de la réalité économique ;
- Le troisième chapitre, s'intéresse aux sources de financement d'une entreprise à savoir le financement par fonds propres, quasi-fonds propres et par endettement.



CHAPITRE I

*Concepts fondamentaux de
l'analyse de la structure
financière*

INTRODUCTION :

L'étude de la structure financière d'une entreprise consiste à comprendre les emplois d'une entreprise et leur mode de financement. Ceci implique une notion d'équilibre entre l'origine des fonds et leur utilisation, une question d'adaptation des emplois aux ressources qui les ont financés afin de porter des recommandations sur les équilibres financiers fondamentaux.

La manière de combiner les différents moyens de financement est un élément de la structure financière qui a des conséquences directes sur la situation économique de l'entreprise, sa solvabilité et sa rentabilité. Il est donc primordial pour une entreprise de bien connaître les différentes formes de financement possibles, évaluer ses besoins et maîtriser l'accès aux sources de financement les plus adéquates.

L'analyse de la structure financière de l'entreprise est donc l'une des techniques de la gestion financière qui donne un véritable état de l'entreprise à partir des documents essentiels fournis annuellement par les services comptables.

Dans le présent chapitre on rappelle les notions de base de l'analyse de la structure financière, les différentes sources d'information financière et enfin, les différents traitements du bilan comptable et l'élaboration du bilan financier.

SECTION 1 : GENERALITES SUR L'ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE.

Le terme structure financière est un ensemble de concepts qui revêt plusieurs sens. Dans son sens large, « lorsqu'on parle de la structure financière de l'entreprise, on fait allusion à l'ensemble des ressources qui finance l'entreprise, qu'ils s'agissent des capitaux propres, dettes à long terme, des dettes à court terme ou des ressources d'exploitation ».¹

Dans son sens étroit, la structure financière est l'ensemble des proportions qui existent à un moment donné entre les différentes ressources de l'entreprise, propres ou empruntées, permanentes ou provisoires

1.1 Définition de la structure financière :

La structure financière, ou la structure du capital de l'entreprise se définit comme étant « La combinaison de dettes bancaires et financières nettes et de capitaux propres auxquels elle a recours pour son financement ».²

Elie COHEN considère que la référence au concept de « structure financière » procède essentiellement de l'idée selon laquelle le bilan d'une entreprise ne constitue pas une simple juxtaposition d'encours, la superposition contingente d'éléments disparates. Elle constitue bien des relations significatives et des ajustements favorables entre les composantes du patrimoine.³

Jean BARREAU et Jacqueline DELAHAYE, abordent dans le même sens en affirmant que l'analyse de la structure financière est de porter un jugement sur les équilibres financiers fondamentaux.⁴

Finalement, la structure financière représente une des décisions financières les plus importantes pour une entreprise puisqu'elle déterminera la capacité de l'entreprise à survivre dans le long terme.

À partir de cette définition, la structure financière d'une entreprise représente donc le partage de ses sources de financement entre deux grandes catégories qui sont la dette et les fonds propres.

¹ DEPALLESENE G ; JOBARP J, « Gestion financière de l'entreprise », 11^{ème} édition, DUNOD, Paris ; 1997, P.81

² [Http://www.vermimmen.net](http://www.vermimmen.net).Lexique de finance, consulté le 16/07/2020.

³ Elie COHEN. ; « Analyse financière », Edition Economica ; 6^{ème} édition Paris ; 2006, P.203

⁴ BARREAU.J, DELAHAYE.J, «Gestion financière», édition Dunod, 12^{ème} édition, Paris, 2003, P.144.

1.2 Objectif de la structure financière :

L'analyse de la structure financière d'une entreprise a pour objectif de porter un diagnostic sur la santé financière de cette dernière en examinant son équilibre financier, son aptitude à faire face à ses engagements à court et à long terme et partant, sur l'autonomie des décisions de l'entreprise¹.

1.3 Importance de la structure financière :

La structure financière constitue une source d'informations aussi bien pour les opérations économiques que pour toutes personnes intéressées par la vie de l'entreprise.

Pour les responsables de l'entreprise, la structure financière leur permet d'évaluer la santé financière de celle-ci afin d'orienter leurs décisions dans l'utilisation rationnelle des ressources limitées dont dispose l'entreprise.

Pour les bailleurs des fonds, elle constitue un indicateur fiable avant d'accorder un crédit ou prêter l'argent à une entreprise.

Pour l'État, dans la mesure où l'impôt est fonction du bénéfice et ce dernier à son tour est tributaire de la bonne de l'entreprise.

Pour cerner concrètement la portée de la structure financière, l'analyse dégage du bilan des masses économiques dont dispose l'entreprise d'une part et d'autre part les ressources financières qui ont servi à les acquérir ou à les produire.²

¹ https://www.memoireonline.com_Analyse-de-la-structure-financiere-d-une-entreprise-Cas-de-la-Bralima-Mbandaka--RDC--de-2007.

² Ibid. site-web.

Tableau N°1 : Les utilisateurs de l'analyse de la structure financière et leurs objectifs.

Utilisateurs	Objectifs
Gestionnaires	<ul style="list-style-type: none"> -Juger les différentes politiques de l'entreprise. -Orienter les décisions de gestion. -Assurer la rentabilité de l'entreprise.
Associés (propriétaire)	<ul style="list-style-type: none"> - Accroître la rentabilité des capitaux. - Accroître la valeur de l'entreprise. - Réduire le risque.
Salariés	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la croissance de l'entreprise. - Apprécier le partage de la richesse créée par l'entreprise et l'évolution des charges de personnel.
Prêteurs (établissement financiers, fournisseurs)	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluation de l'entreprise.
Investisseurs	<ul style="list-style-type: none"> - Accroître la valeur de l'entreprise. - Accroître la rentabilité des capitaux.
Concurrents	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître les points forts et les points faibles de l'entreprise. - Apprécier la compétitivité.

Source : HEEM.G, « lire les états financier en IFRS », Ed organisation, 2004, p30

SECTION 2 : IDENTIFICATION DES SUPPORTS DE BASE DE L'ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE.

Pour mener une analyse de la structure financière on doit récolter certaines informations concernant l'activité de l'entreprise et ce à travers les différents états financiers établis par l'entreprise qu'on va présenter dans cette section.

Afin de réaliser cette analyse, l'analyste doit disposer d'un ensemble d'informations sur les quelles va se baser son étude. Ses sources sont les comptes annuels qui constituent la matière de l'analyse financière.

- Le bilan comptable
- Le tableau des comptes des résultats (TCR)
- Et les annexes

2.1 Le bilan comptable:

2.1.1 Définition du bilan comptable:

« Le bilan comptable doit être considéré comme un cliché qui traduit la situation patrimoniale de l'entreprise à un moment donné. Il fournit un inventaire des emplois de toute nature (réelle, financière et monétaire) que l'entreprise possède, ainsi que les ressources qui ont permis à leur financement.

Cette règle entraîne une égalité fondamentale du bilan, l'équilibre des ressources (passif) et des emplois (actif) ». ¹

«Le bilan comptable est un document de synthèse qui dresse un inventaire des éléments du patrimoine de l'entreprise » ²

«Le bilan comptable est une photographie, à un instant donné, de tout ce que possède l'entreprise (actifs) et de tout ce qu'elle doit (passifs) avec pour solde la richesse des propriétaires de l'entreprise (situation nette)» ³

2.1.2 Les éléments du bilan comptable :

2.1.2.1 Eléments figurants à l'actif du bilan :

L'actif du bilan comporte l'ensemble des biens matériels et immatériels nécessaires à l'exploitation de l'entreprise (bâtiments, matériels, fonds de commerce ...). Ces éléments

¹K.CHIHA, gestion et stratégie financière, 2ème édition HOUMA, Alger, 2006, p11.

² Yves-Alain ACH « Catherine DANIEL », Finance d'entreprise, édition HACHETTE, Paris 2004, p57

³ SOLNIK.B, « gestion financière », 5ème édition NATHAN, Paris, 1997, p20

constituent des postes du bilan qui sont classés par ordre de liquidité croissante ; il se décompose en 2 rubriques principales :

- **L'actif immobilisé :**

Cette rubrique comprend l'ensemble des biens destinés à servir de façon durable à l'activité de l'entreprise. En langage comptable, ce sont des « immobilisations ». Il en existe trois types:

- Les immobilisations incorporelles : ce sont des actifs non monétaires sans substance physique. Il s'agit, par exemple, de brevets, logiciels, fonds de commerce, frais d'établissement, du droit au bail, de frais de recherche et de développement ;
- Les immobilisations corporelles : ce sont des actifs physiques détenus pour être utilisés dans la production, ou la fourniture de biens et de services ou pour être loués à des tiers. Il peut s'agir de matériel industriel, de matériel de transport, de mobilier, de matériel informatique, d'un terrain, d'un bâtiment ;
- Les immobilisations financières : il s'agit de titres de participation (permettant d'exercer une influence sur une société ou de la contrôler), de prêt accordés, de versement de dépôt de garantie.

Les immobilisations incorporelles et corporelles perdent de leur valeur au fur et à mesure de leur utilisation par l'entité. C'est pourquoi cette dernière doit constater un amortissement comptable chaque année censée refléter la « consommation des avantages économiques futurs » du bien.

Les immobilisations financières (titres de participation, avances et prêts consenties) ne peuvent pas être amorties mais peuvent faire l'objet de provisions, sous certaines conditions. Au bilan, trois colonnes doivent être distinguées : le montant brut des immobilisations, le montant des amortissements cumulés des dépréciations et le montant net des immobilisations.

- **L'actif circulant :**

Certains éléments de l'actif n'ont pas vocation à être utilisés de façon durable (les stocks par exemple). Ils composent l'actif circulant du bilan.

L'actif circulant du bilan comptable est composé de six rubriques :

- Les stocks et les encours : ce sont l'ensemble des biens et services intervenant dans le cycle d'exploitation de l'entreprise pour être vendus ou consommés dans le processus de production;
- Les avances et acomptes versés sur commandes : lorsqu'une entreprise passe une commande à ses fournisseurs, ces derniers peuvent demander le versement d'une avance ou d'un acompte à titre d'avance ;

- Les créances : il s'agit de créances que l'entité détient envers des tiers (par exemple, des clients, le trésor public, les organismes sociaux) ;
 - Les valeurs mobilières de placement : couramment appelés VMP, ce sont des titres acquis en vue de réaliser un gain à court terme (achat en vue de la revente). Ils ne seront pas conservés durablement par l'entité ;
 - Les disponibilités : cette catégorie englobe l'ensemble des sommes figurant en caisse et des soldes positifs des comptes bancaires ;
 - Les charges constatées d'avance : cette rubrique permet de neutraliser l'impact de charges qui ont été comptabilisées au titre d'une période mais qui concernent une période ultérieure.
- (Voir Annexe N° 01 : Actif d'un bilan comptable page 81)

2.1.2.2 Les éléments figurants au passif du bilan :

C'est l'ensemble des ressources de l'entreprise qui sont classées par ordre d'exigibilité croissante. Il est présenté en trois principaux postes :

- Les capitaux propres : regroupent principalement les apports en capital social (apports à la création, augmentation de capital, primes d'émission...) ou les apports de l'exploitant dans le cas d'une entreprise individuelle, les réserves accumulées (partie des bénéfices non distribuée aux associés) et le résultat de l'exercice clos ;
- Les dettes à long et moyen terme : il s'agit de dettes contractées par l'entreprise dont l'échéance est à plus d'un an comme les emprunts bancaires, les crédits d'investissement, autre emprunts ...
- Les dettes à court terme : ce sont des dettes qui ont une échéance de moins d'un an ; elles ont pour origine les fournisseurs, les banques, les comptes de réglementation...

(Voir Annexe N°02 : Passif d'un bilan comptable page 82)

2.2 Le tableau des comptes de résultat (TCR) :

Le TCR est un « État récapitulatif des charges et produits réalisé par l'entité ou cours de l'exercice. Il ne tient pas compte d'encaissement ou du décaissement. Il fait apparaître, par différence, le résultat net de l'exercice : bénéfice/ profit ou perte »¹

Le compte de résultat a pour vocation d'informer sur les performances réalisées par une entreprise. En se focalisant sur ses variations de patrimoine (gains et pertes), il permet de dégager son résultat net (bénéfice ou déficit).

¹ Journal Officiel de la République Algérienne, N° 19, 25 Mars 2009, Page : 21,75.

Le compte de résultat revêt un caractère important pour deux types de public. D'une part, il permet à l'administration fiscale de prendre connaissance du bénéfice réalisé par une entreprise. D'autre part, il permet à des financeurs potentiels d'en connaître les performances et la rentabilité.

2.2.1 Les différents comptes du compte de résultat :

D'après la définition précédente, le compte de résultat comporte trois sortes de compte, selon le plan comptable national, appelés comptes de gestion qui sont :

2.2.1.1 Les produits :

En économie, un produit est un bien ou service, matériel ou immatériel, résultant d'un processus de production. Il représente l'ensemble des recettes générées par l'entreprise durant un exercice donné. Les produits aussi peuvent se répartir en trois rubriques principales :

- Les produits d'exploitation : Ils correspondent principalement aux ventes comptabilisées aux cours de l'exercice. Ils sont directement liés à l'activité de l'entreprise, car ils sont révélateurs de volume d'affaires générées par l'activité courante de l'entreprise, par exemple: les ventes, les variations des stocks ...
- Les produits exceptionnels : qui contiennent les produits ne provenant pas de l'activité opérationnelle de l'entreprise et qui ne sont pas financiers, comme par exemple les cessions d'actifs ;
- Les produits financiers : où figurent notamment les revenus issus des placements de trésorerie, les dividendes perçus par l'entreprise, la rémunération des avances de trésorerie effectuées à des filiales¹.

2.2.1.2 Les charges :

C'est l'ensemble des dépenses (frais) supportées par l'entreprise durant un exercice donné hors les acquisitions nettes de biens (hors la valeur nette du bien), elle représente un bien ou un service qui est consommé par l'entreprise au cours de son activité. On peut citer à titre d'exemple : le transport, frais de personnel, assurance...

Les charges se répartissent en trois rubriques principales :

- Les charges d'exploitation : il s'agit, en pratique, des dépenses nécessaires au fonctionnement opérationnel d'une entreprise (on parle de charges de gestion courante). Ces charges représentent l'ensemble des comptes de la classe 60 à 65 du plan comptable général (PCG) ainsi que certains autres comptes.

¹ Béatrice et Francis Grandguillot, Analyse financière, 12ème édition Gualino, Paris, 2008, page 88.

- Les charges financières : sont des dépenses supportées au titre d'opérations ayant pour objectif de réunir des moyens de financement nécessaires au fonctionnement de l'entreprise (réalisation d'investissements, déroulement de l'activité). Il s'agit de sommes versées en contrepartie de l'apport de capitaux internes (apports en comptes courants d'associés) ou de la réception de fonds externes (emprunts et prêts, escomptes).

- Les charges exceptionnelles : correspondent à toutes les dépenses qui ne se rapportent pas à la gestion courante de l'entreprise. Elles peuvent concerner des opérations de gestion ou des opérations en capital.¹

2.2.1.3 Les résultats :

Les résultats sont obtenus par la différence entre les produits et les charges. Ils peuvent se résumer comme suit :

-Production de l'exercice : c'est la valeur des produits et des services fabriqués par l'entreprise qui aurait été vendue ou stockée ou ayant servi à constituer des immobilisations ;

-Consommations de l'exercice : elles représentent des biens et des services achetés à l'extérieur, ce sont des consommations intermédiaires ;

-Valeur ajoutée : elle représente l'accroissement de valeurs apportées par l'entreprise aux biens et services en provenance des tiers.

-Excédent brut d'exploitation : c'est le premier profit économique avant toute prise en compte des politiques d'amortissement et de financement.

- Résultat opérationnelle : c'est la ressource nette dégagée par les opérations de gestion courante. C'est le deuxième profit économique qui prend en compte les politiques d'amortissement et les risques d'exploitation.

-Résultat financier : représente les conséquences de la prise en compte des politiques financières et des financements de l'entreprise (placements, emprunts...).

-Résultat net des activités ordinaires : c'est le troisième profit économique qui intègre les politiques d'amortissements, les risques et le financement. Il mesure la performance de l'activité économique et financière de l'entreprise.

-Résultat extraordinaire : ce résultat prend en compte tous les aspects exceptionnels de la vie de l'entreprise

-Résultat net de l'exercice : c'est le résultat final qui prend en compte tous les aspects économiques et fiscaux de l'entreprise¹. (Voir Annexe N° 03: le compte de résultat page 83)

¹ Béatrice et Francis Grandguillot, op-cit, page 92

2.2.2 L'utilité de TCR dans l'analyse de la structure financière :

L'importance d'un compte de résultat dans une entreprise est considérable. En effet, il permet d'informer les parties internes et externes à l'entreprise au sujet de la santé financière de celle-ci et de la rentabilité de son activité. Aussi de mesurer si, au cours de la période comptable qui vient de s'écouler, l'entreprise a enregistré des profits ou au contraire, des pertes. C'est donc un outil de gestion que nous devons étudier avec soin lors de l'analyse de la structure financière d'une entreprise.

2.3 Les documents annexes :

L'annexe est un document de synthèse faisant partie des états financiers, et qui fournit les explications nécessaires pour une meilleure compréhension du bilan et du compte de résultats ainsi que des besoins en informations utiles aux lecteurs des comptes.²

L'annexe comporte des informations sur les points suivants dès lors que ces informations présentent un caractère significatif ou sont utiles pour la compréhension des opérations qui figurent sur les états financiers :

- Règles et méthodes comptables adoptées pour la tenue de la comptabilité et l'établissement des états financiers.
- Compléments d'information nécessaires à une bonne compréhension du bilan, du compte des résultats, du tableau des flux de trésorerie et de l'état de variation des capitaux propres.
- Information couvrant les entités associées, filiale, ou société mère ainsi que les transactions ayant éventuellement eu lieu avec ces entités ou leurs dirigeants.
- Informations à caractère général ou concernant certaines opérations particulières nécessaires à l'obtention d'une image fidèle.

Deux critères essentiels permettent de déterminer les informations à faire figurer dans l'annexe :

- Le caractère pertinent de l'information.
- Son importance relative.

L'annexe comporte généralement les documents suivants :

- évolution des immobilisations et des actifs financiers non-courants.
- Tableau d'amortissement.
- Tableau des pertes de valeurs sur immobilisation et autre actifs non-courants
- Tableau des provisions.
- États des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice.¹

¹ Béatrice et Francis Grandguillot, op-cit, page 94.

² Hubert de La Bruslerie, Analyse financière, information financière, diagnostic et évaluation 4^{ème} édition, Dunod, Paris, 2010, p 143

SECTION 3 : LA CONSTRUCTION DU BILAN FINANCIER.

Afin d'étudier la solvabilité de l'entreprise et de déterminer son équilibre financier, nous devons présenter le patrimoine réel de l'entreprise ce qui nous met dans l'obligation de passer du bilan comptable au bilan financier.

Ce passage nécessite des reclassements c'est-à dire remplacement certains éléments des postes du bilan suivant leur réel degré de liquidité dans l'actif et d'exigibilité dans le passif. Ce retraitement aboutit à un nouveau bilan plus proche de la réalité économique et financière, ce qui permettra une analyse fiable.

Dans cette section, nous allons traiter du bilan financier et donc des différents retraitements et reclassements qui s'opèrent sur les postes des bilans comptables pour obtenir un bilan financier.

3.1 Définition du bilan financier

« Le bilan financier est un bilan comptable après répartition de résultat, retraité en masses homogènes, selon le degré de liquidité des actifs et le degré d'exigibilité du passif et présenté en valeur réelle. »²

Les trois mots clés du bilan financier sont :

- ✓ La liquidité: c'est l'aptitude de l'entreprise à transformer plus ou moins rapidement ses actifs en trésorerie.
- ✓ L'exigibilité: exprime la capacité de l'entreprise à respecter les dates d'échéances de règlement de ses dettes.
- ✓ La solvabilité: la solvabilité exprime la capacité de l'entreprise à régler l'ensemble de ses dettes.

3.2 Les rubriques du bilan financier

Le bilan financier comme le bilan comptable, est reparti en deux parties :

La première contient l'ensemble des emplois de l'entreprise appelés l'actif, la seconde contient l'ensemble des ressources avec lesquels les emplois sont financés, appelé passif.

3.2.1 L'actif du bilan financier :

Il est constitué de deux grandes rubriques suivantes :

¹J.O. N° 19 Op-cite, page 23

² Béatrice rocher –meunier, «l'essentiel du diagnostic financier » 5ème Ed, d'Organisation 2011, page 83

3.2.1.1 L'actif immobilisé :

Il est aussi appelé valeur immobilisé. Il correspond à l'ensemble des biens utilisés d'une façon durable pour la réalisation du cycle économique, il comprend :

- Les immobilisations incorporelles ;
- Les immobilisations corporelles ;
- Les immobilisations financières ;
- Les parties à plus d'un an des autres catégories d'actifs.

3.2.1.2 L'actif circulant :

Il est composé des éléments cycliques, liés directement aux cycles de production et d'exploitation de l'entreprise, on trouve :

- Les valeurs d'exploitations : Elles regroupent les comptes de stock diminués du stock outil, par exemple ; les marchandises, les matières premières, les fournitures, les produits en cours et les produits finis.
- Les valeurs réalisables : Elles regroupent l'ensemble des comptes clients et comptes rattachés ainsi que les valeurs mobilières de placement non aisément négociables.
- Les valeurs disponibles : Elles regroupent le montant des disponibilités, des effets à recevoir proches de leur échéance, des valeurs mobilières de placement facilement négociables.¹

3.2.2 Le passif du bilan financier :

Cette partie est décomposée en deux grandes masses, elle comprend :

3.2.2.1 Les capitaux permanents :

Cette catégorie regroupe des ressources stables dont la durée d'exigibilité dépasse une année, elle englobe les rubriques suivantes

- Les capitaux propres : Il s'agit des ressources internes détenues par l'entreprise principalement sous forme d'apports. On trouve, entre autres, le capital émis, le résultat net, les réserves, les subventions et les provisions pour risque et charges...
- Les dettes à moyen et long terme : Ce sont toutes les dettes exigibles à plus d'un an, c'est-à-dire les dettes que l'entreprise n'aura pas à régler dans l'exercice en cours. On y trouve les dettes d'investissements, les emprunts obligatoires et les provisions pour risque et charges justifiés à plus d'un an.

3.2.2.2 Les dettes à court terme :

Cette rubrique regroupe les ressources exigible sensées être remboursées au cours de l'exercice on y toutes :

- Les dettes fournisseurs ;

¹ Béatrice rocher –meunier, op-cit, page 93.

- Les dettes fiscales ;
- Les dettes d'exploitations.¹

3.3 Les retraitements et les reclassements des postes du bilan comptables

3.3.1 Les retraitements des postes du bilan comptable :

En analyse financière, les retraitements sont des opérations qui consistent à redresser et à ajouter des comptes ou des agrégats financiers pour permettre une analyse fiable et plus pertinente des documents comptables.

3.3.1.1 Les retraitements de l'actif :

Ces retraitements se résument de la manière suivante :

- Actif fictif :

Il représente les postes du bilan qui n'ont aucune valeur patrimoniale car ils ne peuvent pas entraîner des entrées de fonds. Ces postes figurent toutefois à l'actif du bilan normalisé par un simple artifice comptable afin que l'entreprise bénéficie de leur étalement sur plusieurs exercices, grâce au jeu de l'amortissement : on y trouve les rubriques essentielles suivantes :

- Frais d'établissement
- Frais de recherche et de développement
- Les charges à répartir sur plusieurs exercices
- Les primes de remboursement des emprunts

Financièrement, ces éléments sont considérés comme des non valeurs, ils doivent ,donc, être supprimées de l'actif et soustraites des capitaux propres.

- L'écart de conversion actif

Il constate une perte latente, provenant soit de l'augmentation d'une dette, soit de la diminution d'une créance. Il doit être éliminé de l'actif et retranchés des provisions pour risque et charges au passif.

- Charges constatées d'avance

Elles constituent de véritables créances. Elles sont à rattacher à l'une des deux grandes masses de l'actif selon leur échéance. Certaines entités les éliminent, toutefois par prudence.

- Fonds de commerce

Le fonds de commerce dont la valeur est fonction de la rentabilité future de l'entreprise et, parfois, appréhendé comme un actif et donc éliminé de l'actif et déduit des capitaux propres. Il peut, néanmoins, être maintenu à l'actif à plus d'un an corrigé pour sa valeur nominale, réelle et justifiée.

¹ Béatrice rocher –meunier, op-cit, page 121.

- Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont des titres financiers que les sociétés acquièrent avec leurs surplus de trésorerie. Considérées comme de quasi-liquidités, elles sont à regrouper, pour leur montant net (après déduction de la provision éventuelle), dans les disponibilités. Cependant, si un délai de réalisation est nécessaire (titres non cotés par exemple), elles sont à rattacher aux créances à moins d'un an. Elles sont ajoutées à l'actif à moins d'un an, notamment dans la trésorerie à moins d'un an (disponibilités) si elles sont facilement négociables.

- Effets escomptés non échus

L'effet escompté non échu (EENE) est un effet de commerce rattaché à une créance dont le terme n'est pas encore arrivé.

Leur origine se situe au niveau des créances détenues sur les clients. Leur négociation (escompte) en banque, a transféré leur propriété au profit de l'endossataire d'où leur sortie du patrimoine de l'entreprise. Or, par principe de solidarité, l'entreprise peut se trouver engagée en cas d'impayé à l'échéance. Par conséquent, ils sont à :

- Réintégrer dans les créances à moins d'un an,
- Et à ajouter aux dettes à moins d'un an (trésorerie passive).

- Le stock outil

C'est un stock de sécurité qui permet de faire face aux irrégularités de la consommation et du réapprovisionnement, son montant doit être porté au niveau de l'actif immobilisé.

- Les créances à plus d'un an

Les créances qui entrent dans cette rubrique sont à l'origine consenties pour plus d'un an (créances douteuses). Suivant le principe de prudence, elles sont considérées comme des actifs immobilisés.¹

3.3.1.2 Les retraitements du passif :

- Les écarts de conversions-passif

Ils correspondent à un gain latent, ils doivent, donc, être réintégrés dans les capitaux propres.

- Les produits constatés d'avance

Ils sont à rattacher à l'une des grandes masses du passif du bilan financier selon le critère de l'échéance (dettes à moins d'un an ou capitaux permanents).

- Les provisions pour risque et charges

¹ Ramage .p, « analyse et diagnostique financier », Ed2001, page120

Elles couvrent des risques et des charges que des événements survenues ou en cours rendent probables. Cependant, l'entreprise peut être amenée à provisionner artificiellement un événement futur. Dans ce cas, cette provision devient injustifiée et assimilée à une réserve.

Deux situations peuvent se présenter :

-Les provisions pour risques et charges sont justifiées : Elles sont alors assimilées à des dettes, il faut donc les traiter en fonction de leur date vraisemblable de réalisation que ce soit dans les dettes à plus d'un an ou dans les dettes à moins d'un an.

- Les provisions pour risque et charges sont injustifiées : Elles sont assimilées à des réserves, il faut donc les reclasser dans les capitaux propres.

- Les dettes fiscales latentes

Les postes du passif correspondant à des dettes fiscales latentes et inscrits dans les capitaux propres sont reclassés dans les dettes en tenant compte du critère de l'échéance ; les postes concernés supportent au moment de leur réintégration au résultat final, l'impôt sur les bénéfices.

Cette correction concerne :

-Les subventions d'investissements ;

-Les provisions réglementées relatives aux stocks et amortissements dérogatoires.

- Le résultat de l'exercice

Il est indispensable d'avoir des indications précises quant à l'affectation du résultat de l'exercice. Deux cas sont possibles :

-Le résultat est une perte : Dans ce cas, il est affecté de sorte à avoir une diminution des capitaux propres en fonction de la valeur du déficit.

-Le résultat est un gain : Une partie de ce résultat sortira des comptes de l'entreprise sous forme d'un impôt (IBS), le solde sera soit, distribué aux propriétaires (en partie ou en totalité) sous forme de dividendes, soit, mis en réserve dans les comptes de l'entreprise permettant ainsi d'améliorer sa capacité d'autofinancement.¹

3.3.2 Les reclassements des postes du bilan comptable

L'analyse financière nécessite un reclassement des postes du bilan comptable tout en utilisant les retraitements déjà effectués. C'est ainsi que l'actif sera classé par ordre de liquidité et le passif par ordre d'exigibilité, (Voir Annexe N°04 : Les principaux reclassements des

¹ Ramage .p, op-cit, page124

postes du bilan comptable page 84, et Annexe N°05: Représentation du bilan financier après les retraitements page 85)

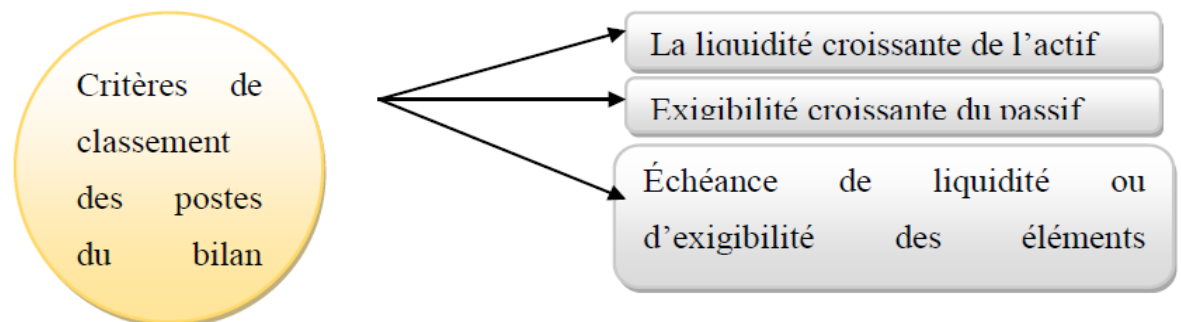


Schéma n°1 : Critère de classement des postes du bilan.

Source: GERARD Melyon, Op, cit. Page 51

CONCLUSION :

L'analyse de la structure financière est un passage nécessaire pour faire une évaluation pertinente de l'entreprise. Ayant pour but de déterminer la santé financière de cette dernière et de guider la prise de décision tendant à améliorer sa situation.

L'analyse s'effectue essentiellement à partir de l'information comptable. Cependant, la comptabilité financière constitue sa source de référence la plus cohérente et sans doute la plus efficace, elle donne une vue d'ensemble de la situation de l'entreprise mais elle ne permet pas de détailler l'activité proprement dite de l'entreprise. De ce fait, l'analyse de la structure financière vise à détailler les informations fournies par la comptabilité et les interpréter afin de juger d'une façon pertinente la situation financière de l'entreprise.

L'analyse de la structure financière reste un outil indispensable dans la gestion de l'entreprise dans la mesure où elle contribue à apporter des éclaircissements sur la santé financière de l'entreprise, son équilibre financier et sur sa rentabilité, afin de faciliter la prise de décisions.

Pour cela, elle s'appuie sur des techniques qu'on étudiera dans le deuxième chapitre.



CHAPITRE II

L'analyse de la structure financière d'une entreprise

INTRODUCTION:

Lorsque l'on analyse une entreprise, il faut faire un «état des lieux ». Il peut être global ou modulaire pour se focaliser sur une dimension particulière. Il peut être stratégique et vise les objectifs et les choix stratégiques de l'entreprise au regard de son marché et de la concurrence. Il peut aussi être opérationnel et vise l'organisation générale, ou enfin il peut être mené au plan financier.

La structure financière d'une entreprise dépend de ses contraintes financières liées à la nature de ses activités développées et de ses décisions stratégiques prises en matière d'investissement, d'exploitation et de financement.

Le diagnostic de la structure financière constitue un volet important du diagnostic d'ensemble. Il a un rôle d'information et de communication. Il permet d'analyser le risque de défaillance et d'apprécier son potentiel de développement en analysant la stabilité des emplois et des ressources.

Pour réaliser une analyse de la structure financière, il faut collecter et interpréter les informations qui permettent de porter un jugement sur la situation économique et financière de l'entreprise et son évolution. Cette analyse est un ensemble de concepts, des méthodes et d'instruments qui permettent de traiter des informations comptables et d'autres informations de gestion afin de porter une appréciation sur les risques présents, passés et futurs découlant de la situation financière et des performances d'une entreprise.

L'équilibre de la structure financière de l'entreprise est apprécié par plusieurs méthodes, l'objet de ce chapitre est de faire savoir comment se déroule une analyse de la structure financière d'une entreprise selon ces trois méthodes qui sont : l'analyse par les indicateurs de l'équilibre financier, l'analyse de l'activité et enfin l'analyse par la méthode des ratios.

SECTION 1 : L'ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE PAR LES INDICATEURS D'EQUILIBRE FINANCIERS.

La fonction de cohérence ou de stabilité du rapport qui existe entre les ressources et emplois de l'entreprise détermine trois indicateurs essentiels qui sont:

-La liquidité : un actif est plus liquide lorsqu'il transforme rapidement, et sans perte de valeur, en monnaie. Il est d'usage de classer les actifs par ordre de liquidité croissante, c'est-à-dire la capacité de l'entreprise à transformer ses actifs en trésorerie et ainsi de faire face à ses échéances à court terme (paiement des dettes fournisseurs, dettes fiscales...)

-L'exigibilité : une dette est plus exigible que son échéance est plus proche. L'échéance de chacune des dettes de l'entreprise étant en général connue avec précision. La solvabilité est la capacité de l'entreprise à faire face à ses engagements immédiats par ces disponibilités.

-La rentabilité : la rentabilité est un indicateur d'efficacité établissant une comparaison entre le résultat obtenus et les moyens mis en œuvre pour obtenir ce résultat. En d'autres termes c'est l'aptitude d'un capital à dégager un bénéfice.¹

1.1 Le fonds de roulement (FR) :

Le fonds de roulement est défini comme étant un excédent des ressources permanentes (capitaux propres + capitaux d'emprunt à long terme / les emplois immobilisés), qui permet de financer et d'assurer la couverture du cycle d'exploitation.²

Le fonds de roulement net qui fait l'égalité entre l'actif et le passif du bilan peut se calculer en deux méthodes :

1.1.1 Le FR par le haut du bilan :

FRN représente la part des ressources permanentes qui ne finance pas l'actif immobilisé

$$\text{FRN} = \text{Capitaux permanent} - \text{actif immobilisé}$$

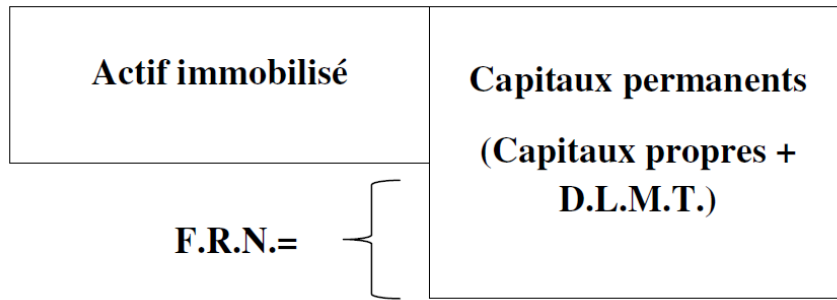
D'où :

$$\text{Les capitaux permanents} = \text{capitaux propres} + \text{dettes à long et moyen}$$

¹ BERNARD C, « *gestion financière de l'entreprise* », 1982, page 65

² GINLINGER, *Gestion financière de l'entreprise*, Edition DALLOZ, 1991, P11

Schéma 2 : Représentation du FRN par le haut du bilan.



Source : établi par nous-mêmes

1.1.2 Le FR par le bas du bilan :

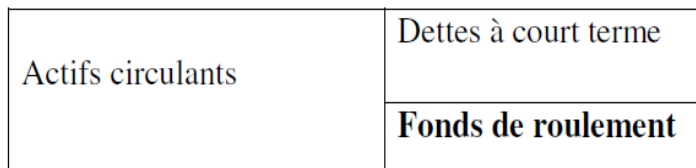
Le FRN représente la marge de sécurité constitué par l'excédent des capitaux circulants sur les dettes à court terme.

FRN = l'actif circulant – dettes à court terme
--

D'où :

Actifs circulant = VE + VR + VD

Schéma N°3 : Représentation du fonds de roulement par le bas du bilan



Source : établi par nous-mêmes

1.1.3 Le fond de roulement propre (FRP) :

FRP mesure l'excédent des capitaux propres sur les actifs durables, permet d'apprécier l'autonomie de l'entreprise en matière de finance et des investissements.¹

FRP = Capitaux propres - valeurs immobilisées

FRP = fonds de roulement net – dettes à long et moyen

¹ Elie COHEN, op-cit, page 248.

Si $FRP = 0$, l'entreprise est en équilibre.

1.1.4 Le fond de roulement étranger (FRE) :

Le FRE est la fonction des actifs circulants financés par les capitaux permanents étrangers, la formule est :¹

$$FRE = FRN - FRP$$

$$FRE = \text{actif circulant} - FR$$

$$FRE = \text{total passif} - \text{capitaux propres}$$

1.1.5 Le fonds de roulement global (total):

Il représente l'activité de l'entreprise. C'est l'ensemble des éléments de l'actif circulant (VE, VR et VD)²

$$\text{Le fonds de roulement global} = \text{actif}$$

Ou

$$\text{Le fonds de roulement global} = FRN + DCT$$

• Interprétation des résultats du F.R.

$FR > 0$ \longrightarrow Capitaux permanents $>$ Actif immobilisé

Cette situation indique que l'entreprise est en équilibre financier à long terme, car elle dégage un excédent de capitaux à long terme destiné à financer son actif circulant, donc le fonds de roulement constitue une marge de sécurité appréciable dans le maintien de la solvabilité.

$FR < 0$ \longrightarrow Capitaux permanents $<$ Actif immobilisé

Dans cette situation, les capitaux permanents ne représentent pas un montant suffisant pour financer l'intégralité des immobilisations, celui-ci exprime un déséquilibre dans la structure de financement de l'actif de l'entreprise. C'est ce qui va l'obliger à financer la partie manquante par des ressources à court terme.

¹ Elie COHEN, op-cit, page 248.

² Ibid, page 249.

FR = 0 → Capitaux permanents = Actif immobilisé

Dans ce cas, l'entreprise réalise un équilibre financier minimum. L'actif circulant couvre les dettes à court terme, ainsi que les ressources stables couvrent les emplois durables sans qu'un excédent ne soit généré.

1.2 Le besoin en fonds de roulement BFR (équilibre à court terme) :

Le BFR peut être défini comme la part des actifs circulants (besoin généré par le cycle d'exploitation), les achats, la production et la vente, qui n'est pas financé par les ressources d'exploitation.

Le besoin en fonds de roulement exprime en terme financier les relations qu'aura l'entreprise avec des agents économiques tels que les clients, les fournisseurs et tout ce qui touche à l'actif à court terme et au passif à court terme.

1.2.1 Besoins en fonds de roulement d'exploitation (BFRE):

Le BFRE est donné par la différence, souvent positive, entre besoins cycliques et les ressources cycliques qui sont appelés besoins en fonds de roulement d'exploitation.¹

1.2.2 Besoins en fonds de roulement hors exploitation (BFRHE):

C'est la différence entre les ressources et les emplois générés par les opérations de court terme qui ne relèvent pas du cycle d'exploitation qui est appelé besoin en fonds de roulement hors exploitation.²

Le besoin en fonds de roulement global est donné par la somme algébrique du BFRE et du BFRHE.

Lorsque le besoin de fonds de roulement hors exploitation est positif, il s'agit d'un besoin de financement, lorsque le BFRHE est négatif, il reflète une ressource de financement.

1.2.3 Calcul du besoin en fonds de roulement :

❖ Cas de l'existence d'un concours bancaire :

$$\text{BFR} = (\text{VE} + \text{VR}) - (\text{DCT} - \text{concours bancaire})$$

❖ Cas de non existence d'un concours bancaire :

$$\text{BFR} = (\text{VE} + \text{VR}) - (\text{DCT}) / \text{BFR} = \text{besoins cycliques} - \text{ressources cycliques}$$

*besoins cycliques = actif circulant – valeurs disponibles.

*ressources cycliques = DCT – concours bancaire

¹ ALAIN Leirtz « Base de gestion financière » édition d'organisation, 1989, page. 127.

²-Ibid., page. 128

1.2.4 Interprétation des différentes situations de BFR :

Trois hypothèses peuvent se présenter :

Hypothèse 1 :

BFR = 0, dans ce cas, les ressources d'exploitation couvrent à pleine les valeurs d'exploitation et les valeurs réalisables, on peut dire que l'entreprise est à pleine au juste équilibre financier à court terme.

Hypothèse 2 :

BFR > 0, les ressources d'exploitation ne couvrent pas les valeurs d'exploitation et les valeurs réalisables, donc l'entreprise a besoin d'un fonds de roulement.

Hypothèse 3 :

BFR < 0, les ressources d'exploitation couvrent largement les valeurs d'exploitation et les valeurs réalisables, donc l'entreprise n'a pas besoin d'un fonds de roulement.

1.2.5 Niveau de fonds de roulement :

Il est difficile de mesurer le niveau auquel doit se fixer normalement un fonds de roulement. On admet cependant le coût d'une entreprise.

Le fonds de roulement à niveau raisonnable, lorsqu'il représente 10% du chiffre d'affaire annuel, et 20% de l'actif circulant.

1.3 La trésorerie (équilibre financier immédiat) :

La trésorerie nette représente l'excédent (si la trésorerie est positive), ou insuffisance (si la trésorerie est négative), les ressources longues (capitaux permanents) disponible après le financement de l'activité (le fonds de roulement), sur les besoins de financement nés de l'activité (besoin en fonds de roulement).¹

Autrement dit, la trésorerie représente ce qui reste dans l'entreprise après que celle-ci ait financé ses immobilisations et tous les besoins de son activité.

1.3.1 Calculs de la TN :

Méthode 1 :

$$\text{Trésorerie nette (NT)} = \text{fonds de roulement (FR)} - \text{besoin en fonds de roulement (BFR)}$$

Méthode 2 :

$$\text{Trésorerie} = \text{valeurs disponibles} - \text{concours bancaire}$$

¹ EGLEM Jean Yves-PHILLIPS Andre-RAULET Christiane et Christiane, Analyse comptable et financière, 8eme édition DUNOD, Paris, 2002, P 102.

1.3.2 Interprétation des différentes situations de la trésorerie :

Trois hypothèses peuvent se présenter :

TN > 0 ou **FR > BFR**, l'entreprise jouit d'un équilibre financier immédiat induisant une solvabilité correcte ;

TN < 0 ou **FR < BFR**, le BFR ne peut être financé par des ressources à long terme et à moyen terme ;

TN = 0 ou **FR = BFR**, l'entreprise peut se présenter comme l'expression d'une gestion financière optimale dans l'objectif traduit la volonté d'utiliser au mieux les ressources ou les liquides de l'entreprise.¹

En résumé :

- $FR = 0$ et $BFR = 0 \dots T = 0$, situation équilibrée mais délicate ;
- $FR = BFR \dots T = 0$, situation équilibrée mais délicate ;
- $FR > BFR \dots T > 0$, situation équilibrée ;
- $FR < BFR \dots T < 0$, situation déséquilibrée ;
- $FR < 0$ et $BFR > 0 \dots T < 0$, situation déséquilibrée ;
- $FR < 0$ et $BFR < 0 \dots T = 0$, situation équilibrée.

La trésorerie d'une entreprise ou d'une institution recouvre tous ses avoirs et dettes à court terme figurant au bilan.

La gestion de trésorerie consiste à veiller à maintenir une liquidité suffisante pour faire face aux échéances tout en optimisant la rentabilité des fonds. C'est le métier du trésorier.

La trésorerie idéale est égale 0.

Si elle est positive, de l'argent pourrait être placé pour rapporter des intérêts (ou investie) ;

Si elle est négative, il faut alors payer des agios au banquier.

1.3.3 Rôle du trésorier :

Le trésorier d'une institution est chargé de :

- Contrôler les entrées et sorties de fonds ;
- Optimiser la gestion de trésorerie, dans un sens de sécurité et de rentabilité ;
- S'assurer de la bonne application des conditions bancaires, frais appliqués sur flux de trésorerie.

¹ LASARY « Le bilan », Edition El dar el Othmania, 2004, page 90.

Il doit en particulier prévoir et assurer les échéances au moyen d'un plan de trésorerie, qu'il doit optimiser de façon à avoir :

- Le moins possible de fonds non entrés (surveillance des encaissements).

- Le moins possible de fonds liquides rapportant peu ou pas assez d'intérêts, on parle ici de gestion en trésorerie zéro *0*

- Mais suffisamment d'argent disponible ou de lignes de crédit pour assurer les paiements à temps pour éviter l'illiquidité.

Il doit par ailleurs assurer la relation avec les banques pour bénéficier :

- Des circuits d'encaissement et de paiement les plus rapides, sûrs et rentables ;

- Des taux d'intérêts les plus favorables.

Au totale il doit :

- Optimiser la gestion financière à court terme (bas de bilan) ;

- Voire celle à long terme (haut de bilan), encore que cette dernière mission entre plutôt dans le domaine d'attribution de directeur financier.

SECTION 2 : L'ANALYSE PAR L'ACTIVITE.

L'analyse de l'activité de l'entreprise par les Soldes intermédiaires de Gestion et la Capacité d'autofinancement, permet de dégager la performance de l'entreprise et de savoir si elle peut atteindre ses objectifs avec ses propres capacités.

2.1 Les soldes intermédiaires de gestion SIG :

Les soldes intermédiaires de gestion, ou SIG, constituent la succession articulée des flux issus du compte de résultats (*Voir N°06 : Présentation du tableau des soldes intermédiaires de gestion : page 86*)

Cet ensemble complet de variables se justifie car le diagnostic financier ne peut se satisfaire du simple solde global du compte de résultat.¹

Le bénéfice net, ou la perte nette, sont le fruit de toutes les charges et de tous les produits de l'exercice. Ce solde net est la somme d'éléments hétérogènes qui relèvent de types d'opérations différents. Il serait délicat de s'y arrêter car rien a priori ne permet de justifier une comparaison dans le temps dont les éléments sont hétérogènes.

Le PCG (Plan Comptable Général), dans son système développé, met en évidence sept soldes intermédiaires dont l'objectif est de montrer la genèse du résultat de l'entreprise et d'analyser sa composition en procédant à un calcul en cascade. Les différents SIG sont :

- La marge commerciale ;
- La production ;
- La Valeur ajoutée produite ;
- L'excédent brut d'exploitation ;
- Le Résultat d'exploitation ;
- Le résultat courant avant impôts ;
- Le Résultat exceptionnel.

2.1.1 La marge commerciale

La marge commerciale n'a de sens que pour les entreprises qui ont une activité commerciale de distribution de produits revendus en l'état. Cette activité peut être la seule exercée par l'entreprise. Elle concerne aussi les entreprises mixtes qui ont à la fois une activité industrielle et commerciale.

Ventes de marchandises	-	Coût d'achat des marchandises vendues	=	Marge commerciale
-----------------------------------	----------	--	----------	------------------------------

¹ MELYON G, gestion financière, 4eEdition, Edition BREAL, 2007, p 96.

Le coût d'achat des marchandises vendues s'obtient lui-même à partir des achats de marchandises corrigés des variations de stock de marchandises.

Coût d'achat des marchandises vendues	=	Achats de marchandises	+/-	Variation de stock de marchandises
--	---	-------------------------------	-----	---

La marge commerciale donne une information sur le profit brut procuré à l'entreprise par ses seules activités commerciales. Dans le commerce et la distribution, la « marge » a une importance considérable, elle est suivie dans le temps soit en valeur absolue, soit sous forme d'une grandeur relative : le ratio ou le taux de marge (sur ventes).

Taux de marge = $\frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Ventes des marchandises}}$
--

L'évolution dans le temps du taux de marge est suivie, soit globalement, soit par produit ou par ligne de produits, ou encore par unité ou secteur de ventes.

2.1.2 La production :

La production de l'exercice fait référence directement à l'activité de transformation industrielle et/ou de prestation de services de l'entreprise. Elle ne prend pas en compte les subventions d'exploitation, ni les diverses redevances perçues qui apparaissent dans les autres produits de gestion courante. On rappelle que :

Production vendue
+ Production stockée
+ Production immobilisée
<hr/>
= Production de l'exercice

On a signalé la difficulté d'interprétation de ce solde qui fait référence à des éléments hétérogènes valorisés selon des méthodes différentes (prix de vente, coût de production...). Ce solde est peu utilisé ; l'analyste financier prend davantage en considération le chiffre d'affaires qui rend compte de la capacité de l'entreprise à matérialiser son potentiel économique sous forme de créances sur ses clients.

2.1.3 La valeur ajoutée :

La valeur ajoutée produite (VA) exprime la capacité de l'entreprise à créer des richesses dans ses activités économiques. Elle est mesurée par la différence entre la production et les consommations de biens et de services en provenance de tiers. Ces consommations sont des destructions de richesses qu'il faut imputer, dans le cadre d'un processus de transformation, sur la production de l'exercice et sur la marge commerciale.

Marge commerciale
+
Production de l'exercice
-
Consommation de matières premières et approvisionnements. (=achat + (±) variation de stock)
-
Autres achats et charges externes
<hr/>
= Valeur ajoutée produite

La liste des consommations intermédiaires à soustraire est celle qui découle du compte de résultat après retraitement. En particulier, on prendra garde à retirer des consommations intermédiaires, les loyers de crédit-bail, les charges liées au personnel intérimaire et, dans certains cas, celles de sous-traitance. Ces corrections visent à neutraliser le choix des méthodes d'exploitation de l'entreprise.

La valeur ajoutée représente la création de richesse économique qui découle de la mise en œuvre par l'entreprise de facteurs de production (capital, main-d'œuvre, savoir-faire...). Cette notion a une grande utilité au niveau macroéconomique car elle permet en agrégeant la valeur ajoutée des entreprises d'une branche ou d'un secteur, d'en mesurer la contribution à la production nationale.

La valeur ajoutée représente la richesse créée qui peut ensuite être redistribuée aux parties prenantes à l'intérieur ou à l'extérieur de l'entreprise. Il s'agit donc d'un solde dont le contenu est plus économique que financier.

2.1.4 L'excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation, ou EBE, est un solde particulier qui représente le surplus créé par l'exploitation de l'entreprise après rémunération du facteur de production travail et des impôts liés à la production.

Valeur ajoutée
+ Subventions d'exploitation
- Charges de personnel
- Impôts et taxes
<hr/>
= EBE

L'EBE mesure un surplus dégagé après une première rémunération de facteurs de production : les salariés (hors intéressement) et l'État (hors impôt sur les bénéfices).

Il représente un solde ouvert aux autres parties prenantes de l'entreprise (prêteurs, actionnaires, entreprise elle-même pour son développement...). En toute rigueur, il faudrait rajouter aux charges de personnel la participation des salariés qui figure (à tort) en charges exceptionnelles.¹

L'EBE est mesuré avant les décisions d'amortissement et les charges financières qui découlent des choix de financement de l'entreprise. En ce sens, il est vraiment « brut », ce qui permet à l'analyste financier de faire une comparaison dans le temps.

De manière grossière, les ratios :

$$\frac{EBE}{Valeur\ ajoutée} \text{ en } (\%) \quad \frac{EBE}{Chiffre\ d'affaires} \text{ en } (\%)$$

Permettent de suivre dans le temps la part de la valeur ajoutée (ou du CA) qui va au facteur de production capital (au sens large). Le premier, le ratio EBE/VA, est appelé marge industrielle. Il doit s'apprécier relativement à l'intensité en capital du processus de production de l'entreprise. Dans les industries de services, le taux de marge industriel se situe autour de 10 %. L'industrie lourde met en évidence des marges industrielles de 40 %. Dans certains cas particuliers, on trouve des taux de marge industriel de 50 %, tel est le cas du secteur des entreprises de location de voitures. Le ratio EBE/CA est une marge brute sur CA.

Les valeurs mises en évidence sont par définition plus faibles que celles du précédent.

L'EBE apparaît aussi comme le solde entre, d'une part, des produits d'exploitation qui se sont traduits ou vont se traduire par un encaissement, et, d'autre part des charges d'exploitation décaissées ou qui vont l'être. Il mesure donc un surplus monétaire potentiel.

¹Le concept anglo-saxon d'EBITDA (Earning Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization) est très proche de celui d'EBE du PCG. L'EBITDA reprend la totalité de la rémunération du personnel. Il faut ici soustraire 205 de participation des salariés pour obtenir un EBITDA de 12 818.

L'EBE est un concept particulièrement riche qui mesure l'efficacité industrielle et commerciale de l'entreprise indépendamment des modalités de préservation et de financement du capital économique. Il exprime en même temps la capacité de l'entreprise à générer des ressources de trésorerie à partir de son exploitation. En ce sens, l'EBE est à la fois un solde d'exploitation et la mesure d'un flux de fonds brut.

Dans une perspective d'analyse, un EBE négatif, c'est-à-dire une insuffisance brute d'exploitation, est un sujet d'alarme.

2.1.5 Le résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation mesure l'enrichissement brut de l'entreprise en tenant compte de l'usure et de la dépréciation du capital économique. Ce solde est donc marqué par les choix effectués et les contraintes liées à l'amortissement comptable. Il apparaît comme la rentabilité brute de l'outil économique qu'est l'entreprise dans le déroulement de son exploitation.

Tout comme l'EBE, le résultat d'exploitation est une mesure de la performance économique de l'entreprise. Il présente l'avantage d'incorporer la nécessité de préserver l'outil économique. Cependant, la prise en compte de cette contrainte est source de biais et de fortes distorsions. Les dotations aux amortissements subissent une forte influence fiscale. Les dotations aux provisions trahissent aussi des choix comptables et fiscaux en matière de provisionnement.

Par souci d'équilibre entre charges et produits, les reprises de provision qui figurent en produits doivent être intégrées dans le total. Le résultat d'exploitation est donc calculé à partir des dotations effectuées nettes des reprises de l'exercice. Ce faisant, on accepte d'imputer des dotations faites pour des risques à venir, sur des reprises qui concernent des événements passés. Ce qui est comptablement juste devient une hypothèse financière. S'ajoutent à l'EBE les autres produits et les autres charges d'exploitation.

	EBE
-	Dotations aux amortissement et provisions
+	Reprise sur provisions et transfert de charges
+	Autres produits d'exploitation
-	Autres charges d'exploitation
=	Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est un pur flux d'exploitation. Ce n'est pas un flux de fonds car il intègre dans son calcul des charges et des produits comptables calculés, c'est-à-dire qui ne sont pas directement liés à des mouvements monétaires avec des tiers. C'est le cas des postes de dotations et de reprises liés aux amortissements et provisions.

Dans l'hypothèse où la politique d'amortissement et de provision de l'entreprise ne change pas, le résultat d'exploitation se prête bien à une comparaison dans le temps en valeur absolue ou en valeur relative.

Dans ce dernier cas, on peut :

- soit calculer son évolution en pourcentage en comparant le résultat d'exploitation de l'année N avec celui de l'année N-1 ;
- soit calculer et suivre le ratio de marge d'exploitation qui exprime le pourcentage de bénéfice d'exploitation par rapport au CA :

$$\text{Marge d'exploitation en (\%)} = \frac{\text{Résultat d'exploitation}}{\text{CA (hors taxe)}}$$

2.1.6 Le résultat courant :

Le résultat courant prend en compte les aspects financiers, et tout particulièrement la structure de financement de l'entreprise. Les charges et produits financiers sont intégrés dans leur globalité. Or, on a vu que les postes de charges et de produits financiers sont eux-mêmes hétérogènes : frais d'intérêts liés à l'endettement, produits de dividendes de filiales, produits et charges liés aux opérations de trésorerie, charges calculées issues des dotations aux provisions, gains ou pertes de change.

Pour obtenir le résultat courant avant impôt, on ajoute (ou on retranche) aussi la quote-part de résultat sur opérations faites en commun.

	Résultat d'exploitation
+/-	Résultat op. en commun
+	Produits financier
-	Charges financières
=	Résultat courant

En termes d'analyse, le résultat courant est censé être reproductible. Dans l'hypothèse d'une structure financière inchangée, d'une politique d'amortissement stable et de maintien des conditions économiques générales de l'entreprise, il est appelé à se renouveler. C'est bien là une fragilité de la notion de résultat courant car la politique financière de l'entreprise, et donc le coût de l'endettement, ne peuvent pas être supposés stables dans une comparaison sur plusieurs années. On sait que les taux d'intérêt évoluent et qu'une partie des charges et des produits financiers peut être liée à des éléments exceptionnels.

Sous réserve de ces précautions, l'analyste financier peut comparer le résultat courant d'une année sur l'autre. Il peut en particulier suivre le ratio de la marge courante :

$$\frac{\text{Résultat courant}}{\text{CA (horstaxe)}} \text{ en (\%)}$$

Le résultat courant exprime la performance globale de l'entreprise censée correspondre à son activité normale. Il permet d'apprécier le résultat qui sera réparti entre :

- l'état, sous forme d'impôt sur les bénéfices ;
- Les salariés, sous forme de participation ;
- Les actionnaires, sous forme de dividendes.

2.1.7 Le résultat exceptionnel :

Le résultat exceptionnel est le solde net des produits et des charges exceptionnelles. Il retrace ce qui sort de l'activité habituelle de l'entreprise. Les éléments exceptionnels sont donc un ensemble hétérogène de charges et de produits non reproductibles. Ceux-ci reprennent en particulier des produits et des charges qui sont de purs éléments calculés (dotations, reprises, quotes-parts de subventions, valeurs comptables d'actifs cédés...) sans conséquences monétaires.

Le résultat net est le solde final du compte de résultat de l'exercice. Il est donc calculé après les opérations de répartition : participation des salaires, impôt sur les bénéfices.

Résultat courant
+
Produits exceptionnels
-
Charges exceptionnelles
-
Participation des salariés
-
Impôts sur les bénéfices
<hr/>
= Résultat net

L'analyste financier doit conserver à l'esprit que le résultat net présente trois caractéristiques :

-Il est affiché par l'entreprise : Cela signifie qu'il résulte des décisions de l'entreprise au travers de marges de manœuvre comptables (dotations, évaluation...) et de choix de gestion (réalisation de plus-values suite à la cession d'actifs). La valeur affichée, au-delà de la mesure d'une performance financière, est aussi un message informationnel à destination des tiers ;

-Il n'est pas forcément reproductible : L'étude des opérations exceptionnelles peut mettre en évidence des plus-values importantes provenant de la vente d'actifs.

On ne peut supposer que celles-ci se renouvellent régulièrement ;

-Il est fondamentalement un solde entre des produits et des coûts dont certains ont la particularité d'être des coûts comptables calculés qui n'entraînent pas de mouvements de trésorerie. Le résultat net est donc un solde comptable mesurant l'enrichissement des actionnaires. Il n'est en aucun cas assimilable à un flux de ressource interne.

SECTION 3 : L'ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE PAR LA METHODE DES RATIOS

La méthode des ratios est l'un des moyens d'appréhender la situation économique et financière de l'entreprise et de montrer son évolution à l'égard des autres entreprises du même secteur. C'est également un auxiliaire très efficace de contrôle de gestion puisqu'elle permet de fixer des objectifs et de les comparer aux réalisations.

Les ratios ne sont qu'une première étape, ils ne donnent au gestionnaire qu'un fragment de l'information dont il a besoin pour décider et choisir.

L'objectif principal des ratios consiste à mieux connaître l'entreprise et à évaluer précisément l'importance de ses qualités et de ses défauts.

Il existe une multitude de ratios d'analyse de la structure financière (*Voir N° 07 page 87, 88, 89*) il convient donc de sélectionner les plus pertinents en fonction de l'entreprise et de son activité.

Dans l'optique de notre étude nous avons rassemblé les ratios jugés essentiels en 3 catégories à savoir :

3.1 Les ratios de solvabilité :

Ils sont aussi appelés ratios de la situation financière, l'objectif de cette catégorie de ratio est d'étudier le degré de stabilité de la structure financière de l'entreprise et de mesurer la solvabilité à court terme. Nous avons choisi les ratios qu'on a jugés essentiels, à savoir :¹

3.1.1 Le ratio d'autonomie financière :

C'est un indicateur qui permet déterminer le niveau de dépendance d'une entreprise vis-à-vis des financements extérieurs, notamment les emprunts bancaires. Plus ce ratio est élevé, plus une entreprise est indépendante des banques.

Il existe deux modes de calcul pour déterminer l'autonomie financière d'une entreprise :

Formule 1:

Le ratio d'autonomie financière peut se calculer en faisant le rapport entre les capitaux propres et l'ensemble des dettes d'une entreprise vis-à-vis des établissements bancaires.

$$\frac{\text{capitauxpropres}}{\Sigma \text{dettes}}$$

¹ VERNIMMEN Pierre, « Finance de l'entreprise, analyse et gestion ».Paris. Édition DALLOZ, 1991, page 52.

Il doit être **supérieur à 1**. Cela signifie que les capitaux propres de la société sont plus importants que les dettes financières. La société peut donc couvrir ses emprunts bancaires avec ses capitaux propres.

Si le ratio d'autonomie financière est **inférieur à 1**, les capitaux propres ne couvrent pas l'ensemble des dettes contractées auprès des établissements bancaires. La santé financière de l'entreprise est alors en danger, l'entreprise est trop endettée.

Formule 2 :

Le ratio d'autonomie financière peut aussi se calculer en faisant le rapport entre les capitaux propres et les capitaux permanents.

$$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Capitaux permanents}}$$

Il doit être **supérieur à 0,5**.

Si les capitaux propres représentent plus de la moitié des capitaux permanents, cela signifie que les dettes forment moins de la moitié des capitaux permanents. L'entreprise peut ainsi couvrir ses dettes avec ses capitaux propres. La solidité financière de l'entreprise n'est pas ébranlée.

Si les capitaux propres, en revanche, représentent moins de la moitié des capitaux permanents, cela signifie que les dettes sont trop importantes par rapport aux capitaux propres. L'entreprise ne peut plus faire appel aux banques pour financer ses investissements, elle doit trouver une façon de restructurer son bilan.

3.1.2 Capacité de remboursement :

Le ratio de capacité de remboursement mesure le temps nécessaire pour rembourser les dettes financières. C'est le rapport entre les ressources externes de financement (endettement global) et la capacité d'autofinancement (CAF).

$$\frac{\text{Endettement global}}{\text{CAF}}$$

Une valeur de 3 ou 4 au ratio de capacité de remboursement signifie qu'il faut 3 ou 4 exercices comptables, donc 3 ou 4 années de CAF, pour rembourser les dettes financières c'est-à-dire les dettes de long terme. C'est un niveau correct.

Un ratio inférieur à 3 est bon pour l'entreprise et un ratio supérieur à 4 est mauvais pour l'entreprise (les banques considèrent que les dettes à long terme ne doivent pas être supérieures à 4 fois la capacité d'autofinancement).

Un ratio supérieur à 50% serait en général révélateur d'un endettement trop important au vu de la capacité d'autofinancement de l'entreprise, car celle-ci devrait orienter une trop grande part de sa capacité d'autofinancement vers le remboursement d'emprunts.

3.1.3 Ratio de solvabilité Générale :

Le ratio de solvabilité permet d'établir une estimation de la capacité d'une entreprise à rembourser l'ensemble de ses dettes par l'ensemble de l'actif. Il est calculé comme suit :

$$\frac{\Sigma \text{Actifs}}{\Sigma \text{Dettes}} \text{ Doit être } \geq 1$$

Si le résultat de ce calcul est de 200% par exemple, cela signifie que l'entreprise en question possède deux fois plus de fonds propres que de fonds de tiers.

Ce ratio de solvabilité intéresse les banques. En effet, La première chose que le banquier fait, c'est de contrôler la solvabilité en comparant les fonds propres de l'entreprise aux fonds de tiers. Ou autrement dit, en comparant les biens et les dettes de l'entreprise concernée. Plus ses fonds propres sont importants, plus l'entreprise est solvable. Car lorsqu'une entreprise ne peut pas rembourser un prêt, la banque qui a prêté l'argent peut le récupérer en vendant ses biens.

3.2 Les ratios de liquidité :

On distingue trois ratios de liquidité, le ratio de liquidité générale, le ratio de liquidité immédiate, et le ratio de liquidité restreinte.¹

3.2.1 Ratio de liquidité générale :

Ce ratio mesure la capacité d'une entreprise à s'acquitter de ses dettes à court terme. Il se calcule en divisant l'actif circulant par le passif circulant. L'entreprise sera jugée solvable si ce ratio est au moins égal à 1.

$$\frac{\text{Actif circulant}}{\text{D. C. T}}$$

¹ VERNIMMEN Pierre, op-cit, page 61

Si le résultat obtenu est supérieur à 1, l'entreprise peut être considérée comme solvable : elle a assez d'actifs et donc sera susceptible d'honorer ses dettes à court-terme.

En revanche, si le ratio est inférieur à 1, il est fort probable que l'entreprise rencontrera des difficultés à rembourser ses dettes (dettes > actifs à court terme), peut-être parce que son fonds de roulement est négatif.

Remarque :

On pourrait croire qu'un ratio élevé est toujours bon mais il peut également cacher quelque chose. Il peut indiquer que l'entreprise gère mal ses actifs. Par exemple : une chaîne d'approvisionnement mal optimisée qui résulterait dans un surplus de stocks. Ou encore, qu'elle n'utilise pas le financement de manière efficace comme, par exemple pour une campagne marketing qui permettrait d'écouler ses stocks.

Aussi un ratio de liquidité générale bas n'est pas forcément mauvais, par exemple s'il est égal à 0.90, cela ne veut pas forcément dire que l'entreprise sera incapable de faire face à ses dettes si elle est en attente de certains paiements.

3.2.2 Ratio de liquidité immédiate :

À la différence du ratio de liquidité générale, le ratio de liquidité immédiate ne tient pas compte des stocks d'une entreprise, ni de son passif à très court terme.

En effet, il faut parfois un certain temps pour écouler des stocks, donc ils ne peuvent pas procurer des ressources immédiates. Grâce au ratio de liquidité immédiate, les analystes financiers sont en mesure de vérifier si une entreprise serait en mesure d'honorer ses engagements financiers, en cas d'urgence.

Pour calculer ce ratio, on considère ses actifs à court terme desquels sont déduits les stocks et on divise le total par le passif à court terme d'une entreprise :

$$\frac{\text{Disponibilités}}{\text{D. C. T}}$$

En d'autres termes, ce ratio est un indicateur qui permet d'apprécier à partir de ses actifs de placement la capacité d'une entreprise à faire face à ses obligations financières à court terme.

Si ce ratio est inférieur à 1, cela montre que les sommes d'argent dues à court terme par l'entreprise sont supérieures aux actifs à court terme les plus liquides de l'entreprise.

Si ce ratio est supérieur à 1, ça veut dire que l'entreprise a suffisamment d'actifs "assez liquide" pour payer ses dettes dues à moins d'un an.

3.2.3 Le ratio de liquidité restreinte :

Le ratio de liquidité réduite mesure la capacité d'une entreprise à faire face à ses dettes à court terme avec ses actifs les plus liquides.

$$\frac{\text{Créances à moins d'un an} + \text{Disponibilités}}{D.C.T} \text{ Doit être } \geq 1$$

Parce que l'actif circulant et le passif à court terme peuvent être convertis en liquidités rapidement, le ratio de liquidité générale fait office de mesure de solvabilité à court terme. Mais il s'agit d'une mesure de solvabilité fortement liée à la capacité de l'entreprise à se défaire de son inventaire ou réaliser rapidement la valeur de certains actifs. Retrancher le stock de l'actif circulant peut donc s'avérer utile pour avoir une idée de la vitesse à laquelle l'entreprise peut faire face à ses dettes à court terme.

Pour un créancier, un fournisseur ou une banque, plus le ratio de liquidité réduite est élevé, meilleure est la situation. Un ratio élevé facilite la confiance et le travail de l'entreprise, mais celui-ci peut également signifier que l'entreprise n'alloue pas de manière optimale ses ressources les plus liquides, notamment vers des investissements de long terme. Elle peut par exemple détenir des quantités de cash à la banque bien trop importantes au regard de ses dettes, qui pourraient être utilisées pour financer le développement de l'entreprise, acquérir de nouveaux biens ayant un impact direct sur les opérations.

3.3 Les ratios de rotation :

Ils mesurent le volume d'activité de l'entreprise d'une manière générale, c'est des ratios qui permettent de mesurer la vitesse de rotation des biens réels (stocks) et des biens financiers (créance et dettes) on distingue des ratios de stocks, ratio délai clients et ratio délai fournisseurs.¹

3.3.1 Ratio de rotation du crédit clients :

La maîtrise des délais de paiement accordé aux clients est un élément essentiel de la bonne gestion d'une entreprise. En effet, accorder un délai de paiement, c'est accorder un crédit, puisque l'entreprise a engagé des dépenses pour produire un service ou un bien, et que le règlement de ce dernier est différé.

¹ VERNIMMEN Pierre, op-cit, page 69.

Le ratio de rotation du crédit clients, exprimé en nombre de jours de chiffre d'affaires TTC, indique le délai moyen de recouvrement de ses encours autrement dit le délai moyen de paiement accordé par l'entreprise à ses clients. Des délais trop longs peuvent être dommageables pour la trésorerie. Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{Créances clients et comptes rattachés+encours de production}}{\text{C.A(T.T.C)}} \times 360$$

Plus ce ratio est élevé, moins l'entreprise semble vivre des créances qu'elle accorde pour générer ses ventes, et plus sa trésorerie semble protégée. Ce sont autant de liquidités qui peuvent servir à payer les factures ou être réinvesties dans le développement. Un ratio démesurément élevé pourrait cependant signifier que l'entreprise n'est pas assez flexible avec ses partenaires. En étant plus souple et en octroyant une plus grande part au crédit dans ses méthodes de vente, elle pourrait peut-être augmenter son chiffre d'affaires et s'accaparer des parts de marché détenues par la concurrence.

Plus ce ratio est faible, plus l'entreprise s'expose aux risques de non-paiement de la part de ses partenaires, et plus elle devra revoir sa politique de crédit. Il s'agit donc, pour l'entreprise, de trouver un juste milieu entre les créances accordées et les ventes à générer via le crédit.

3.3.2 Ratio de rotation du crédit fournisseurs :

Cet indicateur correspond au délai moyen qu'il faut à l'entreprise pour régler ses fournisseurs, il se calcule en nombre de jours, grâce à la formule suivante :

$$\frac{\text{Dettes fournisseurs et comptes rattachés}}{\text{Consommation en provenance des tiers(T.T.C)}} \times 360 \text{ j}$$

Payer ses fournisseurs au plus vite sera apprécié d'eux, mais les payer trop tôt peut avoir un impact sur la trésorerie, qui se retrouvera plus vite à sec. Il est recommandé de profiter du délai laissé par le fournisseur jusqu'à la date d'échéance.

La gestion du délai de règlement des fournisseurs peut être une source de financement pour l'entreprise. Son allongement permet de repousser les échéances de sortie de trésorerie. Cependant, il peut être mal perçu par les fournisseurs et indiquer également que l'entreprise a des difficultés de trésorerie si elle ne peut payer ses fournisseurs dans les temps. Un délai de

paiement trop court peut également impacter la trésorerie si, à côté, l'entreprise possède des stocks importants et/ou si le délai de règlement des clients est plus long.

L'entreprise étant à la fois fournisseur et client, il est donc nécessaire de tenir compte des délais accordés par le client et de trouver un équilibre.

3.3.3 Ratio de rotation des stocks :

Le ratio de rotation des stocks est le nombre de fois où le stock total est écoulé au cours d'une année civile. La phrase " le stock de l'entreprise tourne x fois par an " suffit à démontrer un mode de gestion optimisé.

Ce ratio peut être calculé pour tout type de stock (matériaux et fournitures, travaux en cours, produits finis, ou le tout combiné), et il peut être utilisé aussi bien pour la distribution que pour la fabrication. Il se calcule comme suit :

- Pour les entreprises industrielles :

$$\frac{\text{Stock moyen de matières premières}}{\text{coût d'achat des matières premières consommées}} \times 360 \text{ j}$$

$$\frac{\text{Stock moyen de produits finis}}{\text{Coût de production des produits vendus}} \times 360 \text{ j}$$

- Pour les entreprises commerciales :

$$\frac{\text{stock moyen de marchandises}}{\text{Coût d'achat des marchandises vendues}} \times 360 \text{ j}$$

Plus le ratio de rotation des stocks est proche de 1, et plus le modèle de gestion des stocks est à revoir. Au contraire, un ratio de rotation élevé témoigne d'une logistique bien huilée, et de faibles besoins en fonds de roulement (BFR).

Un ratio de rotation des stocks idéal ne peut être donné à titre d'exemple, car il varie grandement selon le secteur d'activité.

3.4 Le choix de ratios :

«Un ratio est un rapport entre deux quantités variables entre lesquelles existe une relation logique de nature économique ou financière. Sans ce lien logique, un ratio est un simple chiffre inexploitable dans le diagnostic financier. La nature du lien est très large»¹

¹.HUBERT de la Brulerie, op-cit, page 190.

Le choix d'un ratio à utiliser dépend étroitement des problèmes que l'on cherche à résoudre, on peut s'interroger sur la capacité de remboursement de l'entreprise, l'importance et la nature de son endettement, le rendement du capital investi, la capacité d'endettement.

Pour être judicieux, ce choix des ratios demande une certaine pratique parfois de l'intuition, mais avant tout du bon sens.

3.5 L'intérêt de l'analyse de la structure financière par la méthode des ratios

L'objectif fondamental de la méthode des ratios consiste à mieux connaître l'entreprise et à évaluer précisément l'importance de ses qualités et de ses défauts par rapport à ses objectifs et ses concurrents. Elle permet également d'effectuer des comparaisons entre entreprises appartenant à la même branche d'activité et de dégager des tendances générales.

L'analyse de la structure financière par la méthode des ratios permet aux responsables financiers de :

- Suivre les progrès de leurs entreprises.
- Connaître l'entreprise et évaluer l'importance de ses capacités, et de ses qualités pour les exploiter.
- Évaluer l'importance de ses faiblesses pour mieux remédier.
- La rentabilisation des opérations.
- Efficacité dans la gestion des actifs.

3.6 Les limites de l'analyse par la méthode des ratios :

Si certains ratios peuvent être utilisés directement pour apprécier la santé financière d'une entreprise, ils comportent un certain nombre d'inconvénients parmi lesquels nous pouvons citer :

-La méthode des ratios consiste à étudier et analyser l'évolution de l'entreprise sur la base de plusieurs bilans successifs ;

-Le calcul des ratios ne permet pas de prédire l'avenir, c'est pourquoi doivent-ils s'être renforcé par d'autres outils permettant de convertir le passé au futur ;

-L'absence des données statistiques de comparaison est indispensable à l'utilisation des ratios lorsqu'on veut situer l'entreprise par rapport à ses concurrents.¹

¹MELYON.G, Op-cite, page 158

CONCLUSION :

Pour qu'une entreprise puisse fonctionner de façon optimale, il est indispensable que sa structure financière soit adaptée à son activité et ses besoins. Dans le cas d'une entreprise en difficulté, la première nécessité est de réaliser une analyse de sa structure financière pour déterminer avec précision l'origine du dysfonctionnement.

L'analyse de structure financière d'une entreprise est un indicateur important car révélateur du dynamisme de l'activité. Elle permet de mesurer l'endettement de l'entreprise et d'évaluer les fonds propres auxquels elle peut recourir pour financer ses projets.

Le bilan financier d'une entreprise est un élément clé pour l'étude de la structure financière car il donne une image parfaite de l'ensemble des ratios financiers, les ressources et leur emploi.

Les informations figurant dans le compte de résultat d'une entreprise sont retraitées dans les soldes intermédiaires de gestion pour fournir des informations sur la formation du résultat : valeur ajoutée, EBE...etc.

Dans l'analyse de la structure financière d'une entreprise les chiffres sont parlants mais il faut aussi prendre en compte des données comme le contexte économique, le marché, les clients ciblés etc...

A decorative border made of repeating gold scrollwork patterns surrounds the central text.

CHAPITRE III

Les sources de financement d'une entreprise

INTRODUCTION:

Lors de sa création, puis au cours de son développement, l'entreprise au moment opportun, doit détenir les ressources financières nécessaires pour faire face à ses échéances, et utiliser au mieux les moyens dont elle dispose. Pour exercer son activité, l'entreprise doit d'abord engager des dépenses avant de percevoir des recettes : réalisation des investissements matériels (terrains, installations, constructions) ; achats des matières et fournitures, prévoir la rémunération de la main d'œuvre). Ce n'est qu'ultérieurement, à l'issue de la production et de la commercialisation, que des recettes seront encaissées après la réalisation des ventes. Il y a donc un décalage dans le temps entre les paiements et les encaissements concernant aussi bien les investissements que l'exploitation. Ce décalage crée des besoins de financements que l'entreprise devra couvrir en se procurant des fonds selon différentes modalités.

En partant du fait que l'entreprise produit des biens et services destinés à être vendus sur un marché solvable, le financement peut être défini comme lui permettant de disposer des ressources qui lui sont nécessaires sur le plan pécuniaire. Ce financement conditionne la survie de l'entreprise.

En effet à partir de sa politique financière, l'entreprise détermine les moyens (sources) de financements à utiliser pour financer aussi bien son activité courante que les différents projets d'investissements. Toutefois les différents moyens de financement utilisés par l'entreprise ont un coût qui risque, s'il n'est pas bien géré, de compromettre la réussite de sa stratégie et donc de mettre en jeu la survie et l'indépendance de cette dernière.

Le coût du capital dépend donc du mode de financement, qui peut être interne ou externe. On parle de financement interne lorsque l'entreprise utilise ses propres ressources, et on parle du financement externe lorsque l'entreprise cherche un financement extérieur, soit en s'adressant aux banques et dans ce cas il s'agit d'un financement intermédiaire (financement direct), soit en émettant des titres financiers et là on parle du financement de marché (financement directe).

Ainsi, afin de financer son activité, l'entreprise dispose de différents moyens substituables ou complémentaires. La première alternative qui doit donc être tranchée concerne le recours au financement interne ou externe. La seconde intervient lorsqu'il y a recours au financement externe, on doit alors choisir entre un financement direct et indirect.

Dans ce présent chapitre, on va présenter les différents modes de financements internes et externes.

SECTION 1 : LE FINANCEMENT PAR FONDS PROPRES.

Par financement interne, nous entendons l'ensemble des moyens de financement qui ne proviennent ni d'un apport nouveau des associés, ni d'un endettement envers des tiers, mais que l'entreprise trouve en elle-même.

A cette définition correspondent en fait deux types de ressources très différentes :

Les unes, correspondent aux ressources sur cessions, qui sont liées à certaines opérations sur le capital que les entreprises sont amenées à réaliser dans le cadre de leur gestion : tantôt cession d'équipements anciens à l'occasion d'une opération de modernisation ; tantôt des opérations plus conséquentes liées par exemple à un changement de localisation de l'entreprise (une décision de décentralisation géographique peut parfois ainsi s'accompagner de fortes rentrées d'argent si les terrains où les bâtiments d'usine cédés sont situés dans une région fortement urbanisée) ou résultant d'un programme de recentrage des activités de l'entreprise sur ses activités stratégiques, les autres étant cédées ;

Les autres, plus ordinaires, correspondent au surplus monétaire annuel, que les entreprises récupèrent de leur exploitation courante, et qui reste à leur disposition, c'est à dire en fait à ce que l'on a coutume d'appeler leur autofinancement

1.1 L'autofinancement :

L'autofinancement est la première ressource de financement dont dispose l'entreprise il s'agit de la part de la CAF qui reste après déduction des dividendes à verser. Ils sont versés aux actionnaires, aux associées ou à l'entrepreneur lui-même. Ce sont donc des bénéfices non distribués à ces derniers. On en distingue 2 types:

-L'autofinancement de maintien: c'est celui qui permet de renouveler le potentiel de Production, et de faire face aux risques de dépréciations d'actifs, de pertes ou de charges.

-L'autofinancement de croissance : C'est celui qui permet de couvrir les besoins liés à l'expansion de l'entreprise, et qui constitue son véritable enrichissement.

Dans le cas où les actionnaires décident de mettre en réserve tout ou partie des bénéfices, ils permettent ainsi à l'entreprise de financer ses projets au regard des flux financiers générés. On distingue plusieurs formes de réserves :

-Réserve légale : C'est un pourcentage fixe du résultat net (5%) qui doit être mis en réserve automatiquement. Cette réserve est obligatoire et fixée par la loi.

-Réserves statutaires : Ce sont celles rendues obligatoires par les statuts de la société.

-Réserves réglementées : Ce sont les contreparties de certains avantages fiscaux.

-Autres réserves : Ce sont celles qui résultent des libres décisions de l'assemblée générale ordinaire en correspondance avec la politique d'investissement arrêtée.¹

Un autofinancement positif permet à l'entreprise notamment :

-De disposer de moyens qu'elle pourra librement allouer pour financer ses investissements (n'entraînant pas de paiement d'intérêts).

-De diminuer sa dépendance vis-à-vis des tiers et d'avoir plus de crédibilité ;

-De se protéger des risques liés à un endettement excessif ;

-Minimiser le risque des investissements ou le coût du capital ;

-C'est un indicateur de bonne situation financière. Il peut également indiquer que l'entreprise n'investit pas suffisamment. Dans ce cas, cela impacte sa compétitivité face à la concurrence.

1.1.1 La CAF :

La CAF représente l'aptitude d'une entreprise à générer des ressources internes. Elle finance elle-même son développement (ex : investissements). Cela lui évite de recourir à des ressources extérieures.

La formule utilisée pour calculer l'autofinancement est la même que pour le calcul de la CAF ou capacité d'autofinancement. Il faut calculer la CAF puis déduire les dividendes à verser. Cette dernière est calculée de deux manières.

1.1.1.1 Le calcul de la CAF à partir de l'EBE (méthode additive) :

Dans cette formule, la base de calcul est l'EBE, auquel on ajoute et on déduit les éléments cités dans le tableau ci-dessous :²

¹ K.CHIHA, op-cit, page 51.

² PIGET. P, « *gestion financière de l'entreprise* », Ed Economica 1998, page68

Excédent brut d'exploitation (EBE)	
+	produits d'exploitation encaissables
+	Transferts de charges
+	Produits financiers encaissables
+	Produits exceptionnels encaissables (sauf produits des cessions d'éléments d'actif)
-	Autres charges d'exploitation décaissables
-	Charges exceptionnelles décaissables
-	Participation des salariés au résultat
-	Impôts sur les bénéfices
=	CAF
-	Dividendes
=	Autofinancement

1.1.1.2 Le calcul de la CAF à partir du résultat net (méthode soustractive) :

Dans cette formule, la base de calcul est le résultat net de l'exercice. On lui enlève les produits non encaissables et on ajoute les charges non décaissables.¹

Résultat de l'exercice	
+	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions
-	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions
-	Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat de l'exercice
+	Valeur nette comptable (VNC) d'éléments d'actifs cédés
-	Produits des cessions d'éléments d'actifs
=	CAF
-	Dividendes
=	Autofinancement

Cependant, l'autofinancement doit être distingué de concepts voisins tels que celui de cash-flow et celui de capacité d'autofinancement.

L'autofinancement se mesure de deux manières : le taux de marge qui donne une indication sur les ressources de l'entreprise (excédent brut d'exploitation / valeur Ajoutée) et le

¹ PIGET. P, op-cit, page70

taux d'autofinancement: $EB/FBCF$ (Formation Brute de Capital Fixe) qui mesure la part de l'investissement qui est financée par l'épargne brute (partie de l'EBE, hors dividendes, intérêts et impôts, servant à financer la FBCF).

Tableau n°2 : avantages et inconvénients de l'autofinancement

Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none"> -Principe accessible à toutes les entreprises; - Préserve l'autonomie et l'indépendance de l'entreprise; - Gratuit (grâce aux profits antérieurs) et met à l'abri de la cherté quand les taux sont élevés; - Pas de remboursement à prévoir; - Image de l'entreprise saine et prospère 	<ul style="list-style-type: none"> - Investissement limité par les profits passés; - Peut priver l'entreprise d'autres utilisations judicieuses de ses gains de productivité ; - Peut s'avérer insuffisant pour franchir un seuil (taille minimum) pour la rentabilité; - Peut priver inutilement de facilités de croissance de profits, surtout si les taux d'intérêts sont faibles.

Source : établi par nous-mêmes

1.2 Le financement par augmentation du capital :

La première source de financement de l'entreprise est son capital social. Les fondateurs souscrivent, à la constitution, a un certain montant du capital, qui pourra être affecté au financement des investissements pour lancer l'activité.

Lorsque le capital souscrit a été intégralement libéré, et que ce montant ne suffit plus à couvrir les besoins à long terme de l'entreprise, celle-ci peut procéder à une opération d'augmentation du capital.

Cette opération lui permet de renforcer ses fonds propres, de couvrir le risque économique, de préserver son indépendance financière et de protéger les créanciers.

Augmenter le capital revient :

- Soit à demander de nouveaux apports aux actuels associés, (financement interne) ;
- Soit de « faire entrer » dans le capital de nouveaux associés, (financement externe).

L'augmentation de capital constitue une source de financement interne lorsqu'il est fait appel aux actionnaires ou associés d'origine pour accroître les ressources stables. Si, au contraire, l'augmentation de capital se fait grâce à de nouveaux associés, il s'agit d'un financement externe.

Dans tous les cas, l'augmentation du capital permet de financer la croissance de l'entreprise ou de rétablir son équilibre financier dégradé par des pertes, en lui apportant des capitaux propres.

Il n'y a pas de risque pour l'entreprise à recourir à l'augmentation de capital, si ce n'est de voir son actionnariat modifié avec un impact sur la gouvernance de l'entreprise. En effet, si de nouveaux associés entrent au capital de l'entreprise, les anciens risquent d'en perdre le contrôle. On parle alors de « dilution du capital ».

L'augmentation de capital est rémunérée à travers les dividendes versés aux actionnaires. Cependant ce coût est maîtrisé par l'entreprise qui ajuste le montant des dividendes chaque année en fonction des bénéfices réalisés et de la stratégie mise en œuvre.

« Toute augmentation de capital exige qu'un certain nombre de conditions soient respectées. Il faut en particulier :

- Qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibère sur les propositions faites par le conseil d'administration ou par le directoire ;
- Que le capital ancien, dans le cas d'une augmentation en numéraire, soit totalement libéré. Celle-ci est autorisée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires à la majorité des deux tiers s'il y a émission d'action nouvelle, ou à l'unanimité s'il ya augmentation de la valeur nominale des titres. »¹

1.2.1 Les opération d'augmentation du capital :

L'augmentation de capital apporteuse de financement peut se présente sous diverses formes :

1.2.1.1 Les apports en numéraire :

L'augmentation de capital, apporteuse de financement, peut se présenter sous la forme classique d'une émission en numéraire. L'entreprise émet des actions, et des investisseurs acquièrent ses actions. L'argent de cette souscription va directement au bilan de l'entreprise. Ainsi quand vous achetez une action à un autre investisseur par exemple, l'entreprise ne perçoit rien de cette transaction. Seule l'augmentation de capital bénéficie directement à l'entreprise. Ce type d'augmentations de capital permet de diversifier ses sources de financement, et ainsi de peser dans les négociations avec les banques.

Le recours à des apports en numéraires nécessite de porter une attention particulière au droit préférentiel de souscription.

¹Jean-Guy DEGOS, Stéphane GRIFFITHS, « Gestion financière : de l'analyse a la stratégie », édition d'organisation EYROLLES, juin2008, p 241.

L'augmentation de capital obéit à une condition préalable consistant en la libération intégrale du capital avant toute émission d'action nouvelle. Celle-ci suppose un versement effectif des fonds. Le capital destiné à être augmenté doit être totalement versé et non seulement appelé.

Les modalités de l'émission peuvent différer. Elle peut être réalisée :

- Avec droit préférentiel
- Sans droit de souscription, auquel cas une prime d'émission pourrait être prévue.

Toutefois, l'augmentation n'est définitive qu'après réalisation de certaines démarches et formalités.

➤ **La prime d'émission :**

La prime d'émission désigne, en cas d'augmentation de capital dans une société, la somme versée par les souscripteurs en plus de la valeur nominale de l'action. La prime d'émission est un supplément d'apport. Son objectif vise à tempérer la perte subie par les titres suite à l'augmentation de capital.¹

➤ **Le droit préférentiel de souscription :**

Appelé aussi « droit de souscription à titre irréductible », celui-ci fait partie des droits pécuniaires individuels de l'actionnaire.

En cas d'augmentation du capital, ce droit bénéficie aux actionnaires, mais également à certains titulaires de valeurs mobilières donnant (ou susceptible de donner) accès au capital.

Comme la prime d'émission, le droit préférentiel de souscription est un moyen pour sauvegarder les droits des anciens actionnaires de la société et d'éviter la dilution en pécuniaires et en droits de vote à laquelle s'exposent les actionnaires s'ils ne souscrivent pas à l'augmentation de capital.²

Le droit préférentiel de souscription à l'émission d'actions de numéraire est un droit général qui bénéficie à tous les actionnaires proportionnellement au montant de leurs actions, quelles que soient les catégories d'actions existantes et quelle que soit la nature des titres de capital dont l'émission est envisagée.

¹ ALAIN Leirtz, op-cit, page 131.

² Ibed, page 132.

1.2.2 L'augmentation de capital par incorporation de réserves :

C'est la société elle-même qui "apporte" les fonds pour les intégrer à son capital social. Les réserves correspondent aux bénéfices qui ont été réalisés par la société pendant une ou plusieurs années précédant l'augmentation de capital et qui n'ont pas été distribués aux associés. Plutôt que de procéder à une distribution de dividendes, l'entreprise a préféré conserver ses bénéfices afin d'améliorer la situation de ses fonds propres.¹

1.2.3 Les apports en nature :

Une dernière forme d'augmentation de capital est l'augmentation de capital par des apports en nature. Comme pour l'augmentation de capital en numéraire, ce sont les associés qui apportent un bien autre qu'une somme d'argent à la société.

Les apports en nature réalisables par les associés sont très variés. Souvent, il s'agira d'apporter un fonds de commerce, un immeuble, un droit d'occupation de locaux commerciaux etc. A la différence de l'apport numéraire, il n'est pas obligatoire que le capital constitué lors de la création de la société ait été intégralement libéré. En revanche, l'intervention d'un commissaire aux apports chargé d'évaluer la valeur du bien apporté est impérative.

Cette forme d'augmentation de capital est fréquente lorsque les dirigeants de l'entreprise souhaitent étendre les activités de la société à d'autres secteurs.

1.3 Financement par cession d'éléments actifs :

La cession d'actif est une opération économique et financière, qui consiste à céder des actifs (immobilisés ou circulants) à une autre entreprise. Particulièrement sollicitée en période de difficulté économique, cela permet au cédant de faire face à un besoin de liquidités. Les biens inscrits à l'actif du Bilan sont affectés de manière durable à l'activité de l'entreprise sont considérés comme immobilisés. Leur cession obéit à des règles juridiques. Ainsi, celle-ci va constituer un fait générateur de plus-value.²

Il existe 2 types d'actifs :

- Les actifs immobilisés, affectés durablement à l'exploitation,
- Les actifs circulants, qui n'ont pas vocation à rester durablement au bilan de l'entreprise.

Parmi les actifs immobilisés, on trouve :

- Les actifs corporels (immeuble, terrain soit un objet tangible...),
- Les actifs incorporels (brevet, marque soit un quelque chose d'intangible...),

¹ ALAIN GALESNE « Le financement de l'entreprise » édition d'organisation, 1989, page102.

²<https://www.memoireonline.com/08/08/1492/les-sources-de-financement-pme-mise-en-place-marche-alternatif-tunisien>

-Les actifs financiers.

Les cessions d'actifs sortent de l'activité courante de l'entreprise et génèrent des produits exceptionnels. Elles sont généralement effectuées afin de générer de la trésorerie, en se séparant par exemple d'un bien peu productif ou mal adapté à l'activité.

Les cessions peuvent intervenir dans le cadre d'une procédure de liquidation ou de redressement judiciaire, afin d'apurer le passif.

SECTION 2 : LE FINANCEMENT QUASI-FONDS PROPRES.

Les quasi-fonds propres sont des modes de financement situés entre les fonds propres et les dettes. La plupart d'entre eux ont pour caractéristique principale de :

- Laisser à l'emprunteur l'initiative du remboursement ;
- Conditionner le remboursement à l'aboutissement d'un projet ;
- Etre rémunérés en fonction du résultat.

Cette rubrique permet aux comptables de mentionner les financements hybrides et les subventions d'investissement.

2.1 Les titres hybrides

Les titres hybrides sont des titres de propriété et/ou des titres de créances ne pouvant pas être classés en tant que fonds propres ou en tant que dettes car ils n'en ont pas précisément les caractéristiques exclusives.¹

2.1.1 Les titres participatifs:

Ce sont des valeurs mobilières qui ont été créés pour renforcer la structure financière des entreprises publiques et des sociétés coopératives. Ils ne confèrent pas de droit de vote. Ils ne sont remboursables qu'à la date de liquidation de la société après désintéressement de tous les autres créanciers, ou à l'expiration d'un délai minimum de 7ans. Leur rémunération comprend une partie fixe et une autre variable. La partie variable est liée aux résultats de la société.

2.1.2 Les prêts participatifs:

Ce sont des valeurs mobilières qui sont accordées par les établissements de crédit au profit des entreprises qui souhaitent améliorer leur structure financière, et augmenter leur structure de financement. Ils sont des créances de dernier rang, assimilés à des capitaux propres. Ils peuvent être assortis d'une clause de participation aux résultats.

2.1.3 Les titres subordonnés:

Ce sont des titres émis par des sociétés de capitaux souvent importantes et qui comportent une clause de subordination pouvant porter sur le principal (remboursement) ou

¹Op-cit (site-web)

sur la rémunération (intérêts) en soumettant le paiement à certaines conditions. Ce sont des obligations remboursées au gré de l'émetteur dont la rémunération est par là « perpétuelle ». Ces titres sont ainsi subordonnés, à durée indéterminée. On distingue :

- Les titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) : Ils s'apparentent à des titres de rente dont l'émetteur ne rembourse jamais ces titres.
- Les titres subordonnés remboursables : Ils se rapprochent plus des obligations, leur maturité est supérieure à 5 ans.

En effet, Les titres subordonnés sont assimilables à des fonds propres, ils ne peuvent être émis que par les sociétés de capitaux. Aussi, Les taux de rendements est légèrement supérieur à celui des obligations classiques (en raison du risque plus grand qu'ils présentent).

2.2 Les subventions et les avances conditionnées

Cette rubrique ne concerne que les subventions d'investissements, car les deux autres types de subventions (d'exploitation et d'équilibre) sont directement enregistrés en produit et constituent donc des ressources définitives l'année de leur perception. Les subventions d'investissement sont enregistrées au passif du bilan et constituent des ressources qui seront étalées dans le temps au rythme de l'amortissement des biens qu'elles financent ou de leur durée d'inaliénabilité. Ces subventions sont assimilées à des fonds propres car elles restent définitivement dans l'entreprise pour financer des biens d'équipement, leur étalement comptable n'étant qu'un jeu d'écritures.

Les avances conditionnées sont assimilées à des subventions. Ce sont des avances faites par l'État et remboursées en cas de réussite du projet.

SECTION 3 : LE FINANCEMENT PAR ENDETTEMENT.

A côté de financement par fonds propres et quasi fonds propres on trouve les modes de financement externes qui viennent compléter les alternatives de financement de l'entreprise.

Les principales sources de financement par endettement sont les emprunts bancaires, emprunts obligataire et le crédit-bail. Cependant il faut tenir compte de l'effet de levier avant de faire appel au financement par endettement afin de voir l'impact du recours à l'endettement sur la rentabilité financière de l'entreprise.

3.1 La notion d'effet de levier :

Avant de s'endetter, il est judicieux de s'interroger sur l'impact d'une telle décision, en particulier sur la rentabilité financière du projet d'investissement afin de savoir si l'effet de levier procuré par l'endettement est bénéfique pour l'emprunteur. Cette question se pose pour l'ensemble des acteurs économiques, souhaitant réaliser des investissements financiers.

3.1.1 Définition de l'effet de levier :

C'est un indicateur qui décrit l'effet du poids des dettes financières sur la rémunération des capitaux propres (la rentabilité financière). L'effet de levier constate l'accroissement de la rentabilité financière qu'entraîne une augmentation de l'endettement, à un taux inférieur au taux de rentabilité économique.¹

3.1.2 Le principe de l'effet de levier:

Lorsqu'une entreprise s'endette et investi, elle obtient un certain résultat économique, normalement supérieur aux charges financières de l'endettement, sinon ce n'est pas la peine d'investir.

L'entreprise réalise donc un surplus. Ce dernier revient aux actionnaires et gonfle la rentabilité financière des capitaux propres. L'effet de levier de l'endettement augmente la rentabilité financière. Cet effet de levier peut être calculé par la formule suivante :²

$$\text{Effet de levier} = \text{Rentabilité financière} - \text{Rentabilité économique}$$

Avec un calcul de la rentabilité qui se fait ainsi :

$$\text{Rentabilité financière} = \text{résultat net} / \text{capitaux propres}$$

¹ZAAM HOURIA « gestion financière approfondie » P.211

² RAMAGE Pierre, « analyse et diagnostic financier », Edition d'organisation, 2001, page 146

Rentabilité économique = résultat d'exploitation / capitaux engagés (ou actif économique)

Capitaux engagés = capitaux propres + dettes

Le résultat de la différence est favorable lorsque l'effet de levier est positif, c'est-à-dire que le recours à l'endettement permet l'amélioration de la rentabilité financière. Dans le cas contraire, le recours à l'endettement a un effet négatif sur la rentabilité financière. Nous constatons donc que l'effet de levier joue dans les deux sens :

Si la rentabilité économique est supérieure au coût de l'endettement, on parle d'effet de levier positif car dans ce cas de figure la rentabilité financière est impactée positivement.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire si la rentabilité économique est inférieure au coût de l'endettement, cet effet de levier joue cette fois dans l'autre sens : on parle alors d'« effet de massue » ou d'« effet boomerang ».

L'effet de levier est un moyen extrêmement puissant pour permettre aux actionnaires d'obtenir des rentabilités financières élevées. Mais plus le levier utilisé est élevé, plus l'effet boomerang peut être violent.

Pour mettre tout cela en évidence nous allons considérer deux entreprises : l'entreprise **A** non endettée et l'entreprise **B** qui a recours à l'endettement.

Le total d'actif de l'entreprise A est de 10 000 DA (fonds propres).

Le total d'actif de l'entreprise B est de 10 000 DA (fonds propres 2000 et dettes 8000).

Le taux de rentabilité économique est égal à 15 % du total de l'actif.

IBS 35%.

Trois hypothèses peuvent être envisagées :

- **Hypothèse 1** : Taux de rentabilité économique est supérieur au coût de l'endettement.

	Entreprise A	Entreprise B
Résultat économique 15% de l'actif	1500	1500
Frais financier (cout= 12% des dettes)	0	-960
Résultat imposable	1500	540
Taux de l'impôt IBS 35%	-525	-189
Résultat net	975	351
Taux de rentabilité financière	9.75%	17.55%

Donc, on voit clairement comment le recours à l'endettement accroît la rentabilité.

➤ **Hypothèse 2** : Taux de rentabilité économique = coût de l'endettement.

	Entreprise A	Entreprise B
Résultat économique 15% de l'actif	1500	1500
Frais financier (cout= 15% des dettes)	0	-1200
Résultat imposable	1500	300
Taux de l'impôt IBS 35%	-525	-105
Résultat net	975	195
Taux de rentabilité financière	9.75%	9.75%

Ainsi, quel que soit la politique financière choisie, le taux de rentabilité financière reste le même.

➤ **Hypothèse3** : Taux de rentabilité économique est inférieur au coût de l'endettement.

	Entreprise A	Entreprise B
Résultat économique 15% de l'actif	1500	1500
Frais financier (cout= 18% des dettes)	0	-1440
Résultat imposable	1500	60
Taux de l'impôt IBS 35%	-525	-21
Résultat net	975	39
Taux de rentabilité financière	9.75%	1.95%

Dans ce cas, le recours à l'endettement pénalise la rentabilité des fonds propres.

3.2 Les principales formes d'endettement : ¹

3.2.1 Emprunts bancaires :

L'emprunt bancaire constitue une alternative de financement que l'entreprise peut solliciter auprès d'un établissement de crédit. Il est qualifié de source de financement à long terme dans la mesure où les modalités de remboursement s'étalent sur plus de sept (7) ans. Généralement, les entreprises font appel à ce type de financement à long terme, dans le but de financer un projet d'investissement. C'est pourquoi afin d'éviter toute transformation financière, l'entreprise qui fait recours à l'emprunt bancaire, étudie dans le terme du contrat les paramètres suivants :

¹ www.gpomag.fr/web/finance-gestion/finance/quelles-sources-de-financement-pour-les-entreprises-2

-Le montant de l'emprunt : il dépasse rarement 80% du montant d'investissement et dépend aussi de l'appréciation du banquier sur le projet, l'objet d'investissement, la santé financière de l'entreprise.

-La durée : elle doit s'étaler au moins sur sept (7) ans et mise en relation avec la capacité prévisionnelle de remboursement du projet à financer.

-Le remboursement de l'emprunt : il s'agit de modalités de remboursement, annuité constante, dégressive ou In fine, et les conditions d'un remboursement anticipé.

-Le taux d'intérêt : il doit être vérifié s'il est fixe ou variable.

-Les garanties : ils peuvent être hypothécaire, le nantissement ou caution.

Il est à noter que certaines catégories d'entreprises (PME, secteur d'activité...) peuvent bénéficier des facilités d'emprunt bancaire et/ou bonification de taux d'intérêt. En effet des lignes d'emprunts bancaires sont dédiées pour certaines entreprises dans le cadre d'une politique d'encouragement (par exemple à l'exportation, lutte contre la pollution...).

Tableau N°3 : avantages et inconvénients du financement par emprunt bancaire.

Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none"> - Principe accessible à toutes les entreprises ; -Financement souple (ajustement aux besoins de financement de l'entreprise) et qui peut permettre de profiter d'opportunités de croissance ; - N'est pas malsain tant que cela permet de dégager plus de profit que de coût du service de la dette. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ça peut coûter cher ; - Dépendance vis-à-vis de la banque ; - Endettement plus ou moins important qui peut finir par inquiéter les partenaires.

Source : établi par nous-mêmes

3.2.2 Emprunts obligataires:

L'emprunt obligataire peut être une ressource de financement que l'entreprise peut se procurer sur le marché financier en émettant des titres obligataires. Ces titres représentent des dettes pour l'entreprise émettrice. Ce mode de financement est réservé uniquement aux sociétés de capitaux. Afin de mieux appréhender la nature de l'emprunt obligataire, il

convient de savoir les conditions de leurs émissions, leurs caractéristiques et les différentes catégories d'obligations

3.2.2.1 Conditions juridiques de l'emprunt obligataire :

L'entreprise qui désire soulever des fonds par emprunt obligataire sur le marché financier doit au préalable répondre aux conditions suivantes :

- Son capital doit être intégralement libéré ;
- Avoir au moins deux ans d'existence ;
- Les bilans de deux derniers exercices doivent être certifiés et approuvés par le conseil d'administration.

3.2.2.2 Les caractéristiques de l'emprunt obligataire:

Les obligations sont caractérisées par :

- Valeur nominale ou faciale : c'est la valeur unitaire de chaque obligation. Elle constitue la base de calcul des intérêts
- Le taux facial : c'est le taux nominal à partir duquel sont calculés les coupons versés aux porteurs de l'obligation, Il peut être fixe ou variable. Les intérêts versés par l'entreprise sont soit précomptés, soit post comptés.
- Le prix d'émission : parfois dans le but de d'attirer les investisseurs, les entreprises émettent des obligations avec un prix inférieur à leur valeur nominale, c'est ce qu'on appelle le prix d'émission. La différence entre le prix d'émission et la valeur nominale est la prime d'émission.
- Mode d'amortissement : l'emprunt obligataire peut être amorti par annuités constantes, par amortissements constants ou en in fine. Par ailleurs le remboursement peut être anticipé s'il est prévu dans la clause d'émission, et la durée de vie des obligations se situe en moyenne en 8 et 10 ans pour les entreprises.

3.2.2.3 La catégories d'obligations :

Il existe plusieurs catégories d'obligations de différentes natures que l'entreprise peut émettre sur le marché, les principales sont à savoir :

- Les obligations ordinaires : elles constituent des simples créances sur la société émettrice et sont remboursées à l'échéance selon les modalités de remboursement retenues lors de leurs émissions.
- Les obligations convertibles en action : ces sont des obligations qui donnent droit au porteurs ou souscripteur de les convertir à tout moment en une ou plusieurs actions de la société émettrices.

-Les obligations remboursables en actions : Comme leur nom indique, elles sont remboursées en actions à la fin de leurs durées de vies.

Les entreprises font recours à l'emprunt obligataire lors d'un financement d'un projet d'investissement, qui nécessite d'important fonds. Toutefois, la réussite ou le succès de soulever des fonds sur le marché dépend de la qualité de signature de l'entreprise (Les obligations à prime, les oscar, les obligations hypothécaire, crédibilité et confiance à long terme que l'émetteur inspire au marché), et l'opération d'emprunt obligataire entraîne d'important frais (frais d'émission : les frais d'audit et certification des comptes, commissions bancaires, commission de bourse...). Cependant, pour le financement des immobilisations corporelles (machine, matériel de transport...), les entreprise font appel généralement aux organismes de crédit-bail.

Tableau n°4 : avantages et inconvénients du financement par emprunt obligataire

Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none"> - charges financières fixes (taux d'intérêt) qui ont tendance à s'alléger avec l'inflation ; - pas de perte de pouvoir des dirigeants; - on peut remplacer une émission qui arrive à son terme par une autre qui débute. 	<ul style="list-style-type: none"> - ça peut coûter cher ; - endettement (obligation=titre de créance) plus ou moins important qui peut finir par inquiéter certains partenaires.

3.2.3 Le financement par le Crédit-bail:

Le crédit-bail constitue un moyen de financement à long terme dans la mesure où il permet de financer un projet d'investissement à travers une opération de location. D'un point de vue financier, le crédit-bail est similaire à une dette financière puisque l'entreprise doit satisfaire son engagement en matière de paiement du loyer.¹

Il existe plusieurs types de financement par crédit-bail, parmi lesquels les entreprise font recours généralement au crédit-bail mobilier, crédit-bail immobilier et la cession bail.

-Le crédit-bail mobilier : il concerne le financement par location des matériels (machine, matériel de transport). Dans le cas de crédit-bail mobilier, l'entreprise doit fixer le choix du matériel à louer, la marque et ensuite s'adresser à une société de crédit-bail. Ainsi l'entreprise pourra se procurer le matériel sans pour autant déboursier la totalité du montant de l'actif à financer.

¹ www.lafinancepourtous.com/pratique/vie-pro/creer-son-entreprise/obtenir-un-financement/les-sources-de-financement/

- Le crédit-bail immobilier : l'entreprise peut faire appel à un organisme de crédit-bail, en cas de besoin de financement d'un projet d'investissement d'immobilier professionnel (construction de bâtiment, location de terrain, entrepôt, usine). Ainsi l'entreprise peut se doter de l'immobilier par location à des conditions spécifiées de paiement des loyers.

- La cession de bail : c'est une opération qui consiste pour l'entreprise, à céder des biens immobiliers (usine, siège social) ou des biens d'équipement (matériel) à une société de crédit-bail qui lui en laisse la jouissance sous base d'un contrat de crédit-bail prévoyant les conditions du rachat.¹

Tableau N°5: Avantages et inconvénient du financement par crédit-bail

Avantages	Inconvénients
<p>Pour le locataire :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Très grande flexibilité du contrat puisque les termes (durée, échéances, taux..) sont négociés entre le locataire et le bailleur compte tenu des besoins de l'entreprise; - Possibilité d'endosser le crédit : l'entreprise peut décider à tout moment de sous louer son immeuble, si le bailleur donne son accord; - Financement total de l'investissement sans apport (hormis le premier loyer payable d'avance). A l'inverse, les emprunts bancaires sont souvent limités à 70% du prix hors taxe du bien et nécessitent donc un apport; - Les loyers du crédit-bail sont déductibles, ce qui est une des explications principales à son succès. L'avantage fiscal est d'autant plus important que la durée de remboursement est rapide <p>Pour le bailleur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le bailleur est propriétaire du bien. En cas de défaillance du locataire, le bailleur peut en revendiquer la propriété dans les trois mois qui suivent le dépôt du bilan; - Le bailleur bénéficie d'un crédit d'impôt du fait que l'amortissement du bien constitue une charge. 	<ul style="list-style-type: none"> -Les taux pratiqués sur un contrat de crédit-bail sont plus élevés que dans le cas d'un financement bancaire. Ils incluent, en effet, des commissions de gestion et une prime de risque ; - Les charges liées au fonctionnement du bien (réparation, entretien, primes d'assurance et impôt foncier...) sont à la charge du locataire.

¹ Youssef JAMAL « éléments de gestion financière » p.235

CONCLUSION :

Au terme de ce chapitre, nous pouvons affirmer que l'entreprise dispose de diverses sources de financement lui permettant de faire faces à ses besoins.

La détermination du type de financement le mieux approprié représente un aspect déterminant de la stratégie financière de l'entreprise. Cependant, afin de réussir ce choix, l'entreprise doit connaître, au préalable, les différentes sources de financement existantes.

Le choix d'un tel ou tel moyen de financement est fonction du besoin à financer, qui peut être un besoin immédiat qui répond à une dépense d'exploitation, comme il peut concerner une longue période qui répond à une dépense d'investissement. Mais aussi, il peut faire l'objet d'une décision stratégique, puisque les conditions qui accompagnent les apports de capitaux dont bénéficie l'entreprise la placent dans une situation de dépendance financière vis-à-vis des bailleurs de fonds. Ainsi, les relations de financement font office de support de relations de pouvoir ou d'influence.



Conclusion Générale

CONCLUSION GENERALE

CONCLUSION GENERALE.

Dans ce modeste travail, nous avons opté pour l'analyse de la structure financière d'une entreprise et ses sources de financement.

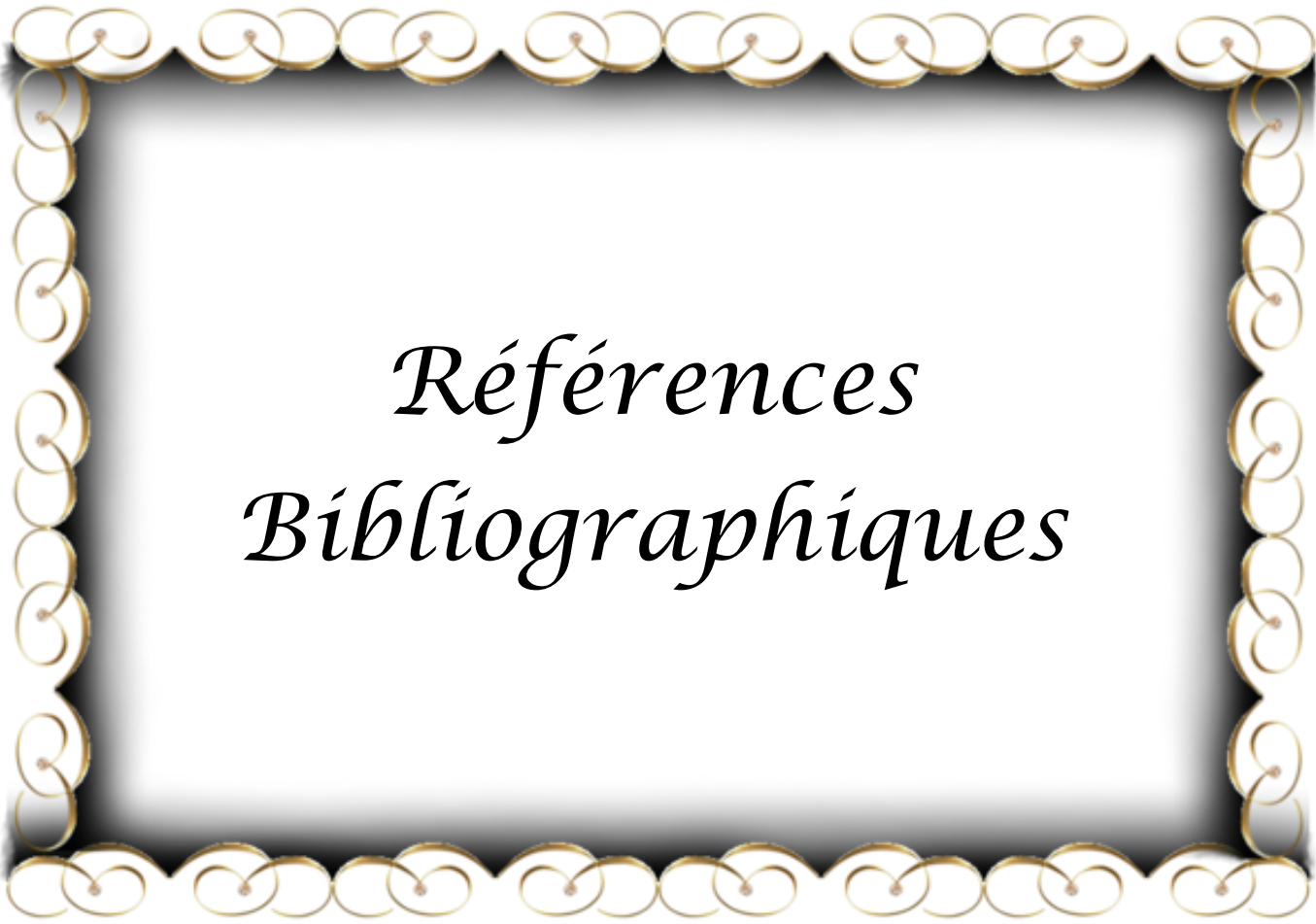
Dans ce sens, au cours des deux premiers chapitres nous avons mis l'accent dans un premier temps sur la présentation de l'analyse de la structure financière, en illustrant ses différents outils et paramètres permettant de mettre en évidence sa place prépondérante au sein de l'entreprise.

Pour enchaîner, nous avons étudié le déroulement de l'analyse de la structure financière d'une entreprise où nous avons choisi les techniques les plus importantes et les plus pertinentes dans le but de découvrir les forces et les faiblesses de cette dernière. Ce qui nous a permis de constater que l'analyse de la structure financière est fondée sur une vision purement technique basée sur l'analyse et l'interprétation des résultats portant sur la lecture des documents comptables et financiers.

Cela nous a mené aussi déduire que l'analyse de la structure financière est un instrument d'aide à une bonne gestion du moment que son rôle est très importants au sein de l'organisation, principalement en matière d'aide à la décision, ce qui permet de saisir les opportunités offertes à l'entreprise par son environnement, ce qui répond à notre problématique.

En dernier, nous avons traité le côté financement de l'entreprise, autrement dit les sources de financement, vu que toute entité doit détenir les sources financières nécessaires afin de pouvoir exercer son activité.

De nos jours, les entreprises connaissent une panoplie des sources de financement assez large en termes de quantité, que ce soit de provenance interne ou externe. Mais le problème qui se pose réside dans l'optimalité du choix du mode de financement, qui éventuellement, doit satisfaire ses besoins en ressources, sans pour autant atteindre à son autonomie financière, dans le but de réalisation de ses objectifs.



*Références
Bibliographiques*

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUE

Le Journal Officiel :

- Journal Officiel de la République Algérienne, N° 19, 25 Mars 2009.

Les Livres :

- ALAIN GALESNE « Le financement de l'entreprise » édition d'organisation, 1989.
- ALAIN Leirtz « *Base de gestion financière* » édition d'organisation, 1989.
- BARREAU.J, DELAHAYE.J, «Gestion financière», édition Dunod, 12eme édition, Paris, 2003.
- Béatrice et Francis Grandguillot, Analyse financière, 12ème édition Gualino, Paris, 2008.
- Béatrice rocher –meunier, «l'essentiel du diagnostic financier » 5ème Ed, d'Organisation 2011.
- BERNARD C, « *gestion financière de l'entreprise* », 1982.
- DEPALLESENE G ; JOBARP J, « Gestion financière de l'entreprise », 11emeed, DUNOD, Paris ; 1997.
- collectif EPBI, nouveau système comptable financier, Edition Pages
- EGLEM Jean Yves-PHILLIPS Andre-RAULET Christiane et Christiane, Analyse comptable et financière, 8eme édition DUNOD, Paris, 2002.
- Elie COHEN, « gestion financière », Edition Economica, 6eme édition, Paris, 2006.
- GINLINGER, Gestion financière de l'entreprise, Edition DALLOZ, 1991.
- Hubert de La Bruslerie, Analyse financière, information financière, diagnostic et évaluation 4ème édition,Dunod, Paris, 2010.
- Jean-Guy DEGOS, Stéphane GRIFFITHS, « Gestion financière : de l'analyse a la stratégie », édition d'organisation EYROLLES, juin2008.
- Journal Officiel de la République Algérienne, N° 19, 25 Mars 2009.
- K.CHIHA, gestion et stratégie financière, 2ème édition HOUMA, Alger, 2006.
- LASARY « Le bilan », Edition El dar el Othmania, 2004.
- MELYON G, gestion financière, 4eEdition, Edition BREAL, 2007.
- PIGET. P, « *gestion financière de l'entreprise* », Ed Economica 1998.
- Ramage .p, « analyse et diagnostique financier », Ed2001.
- RAMAGE Pierre, « *analyse et diagnostic financier*», Edition d'organisation, 2001.
- SOLNIK.B, « gestion financière », 5ème édition NATHAN, Paris, 1997.
- VERNIMMEN Pierre, « Finance de l'entreprise, analyse et gestion ».Paris. Édition DALLOZ, 1991.
- Yves-Alain ACH « Catherine DANIEL », Finance d'entreprise, édition HACHETTE, Paris 2004.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUE

- ZAAM HOURIA « gestion financière approfondie » .

Le Site web

- <http://Www.Vermimmen.Net.Lexique> de finance, consulté le 16/07/2020.
- https://www.memoireonline.com_Analyse-de-la-structure-financiere-d-une-entreprise-Cas-de-la-Bralima--Mbandaka--RDC--de-2007.
- <https://www.memoireonline.com/08/08/1492/les-sources-de-financement-pme-mise-en-place-marche-alternatif-tunisien>
 - www.gpomag.fr/web/finance-gestion/finance/quelles-sources-de-financement-pour-les-entreprises-2



Listes

- Des abréviations*
- Les Figures*
- Les tableaux*

Liste des abréviations

AC : Actif circulant

AI : Actif immobilisé

AF : Actif fictif

BFR : Besoin en Fonds de Roulement

BFRE : Besoin en Fonds de Roulement d'exploitation

BFRHE : Besoin en Fonds de Roulement hors exploitation

CA : Chiffre d'affaires

CAF : Capacité d'Autofinancement

CB : Concours bancaire

CP : Capitaux Permanents

DCT : Dettes à Court Terme

DADP : Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions d'exploitation

RADP : Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions d'exploitation

DLMT : les Dettes à Long et Moyen Terme

EBE : Excédent brut d'exploitation

EENE : Effet Escompté Non Échus

FBCF : Formation Brute de Capital Fixe

FR : Fonds de Roulement

FRE : fonds de roulement étrangers

FRN : fonds de roulements nets

FRNG : fonds de roulements nets global

FRP : fonds de roulements propres

HT : Hors taxe

IBS : Impôts sur les Bénéfices des Sociétés

J : Jours

PCG : plan comptable général

PME : Petite ou moyenne entreprise

SIG : Soldes Intermédiaires de Gestion

TN : Trésorerie Nette

TSDI : Titres subordonnés à durée indéterminée

TTC : Toutes taxes comprises.

VA : Valeur ajoutée

VE : Valeur d'Exploitation

VD : Valeur Disponible

VR : Valeur Réalisable

VNC : Valeur nette comptable

Liste des figures

N°	Les figures	Page
1	Critère de classement des postes du bilan	25
2	Représentation du FRN par le haut du bilan	30
3	Représentation du fonds de roulement par le bas du bilan	30

Liste des tableaux

N°	Les tableaux	Page
1	Les utilisateurs de l'analyse de la structure financière et leurs objectifs.	13
2	Avantages et inconvénients de l'autofinancement	58
3	Avantages et inconvénients du financement par emprunt bancaire.	68
4	Avantages et inconvénients du financement par emprunt obligataire	70
5	Avantages et inconvénient du financement par crédit-bail	71



Annexes

ANNEXES

Annexe N° 01 : Actif d'un bilan comptable

Actif	Note	N Montant Brut	N Amort- Prov	N Montant Net	N-1 Montant Net
ACTIF NON COURANT :					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Bâtiments					
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations en concession					
Immobilisations encours					
Immobilisations financières					
Titres mis en équivalence					
Autres participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres actifs financiers non courants					
Impôts différés actif					
TOTAL ACTIF NON COURANT					
ACTIF COURANT					
Stocks et encours					
Créances et emplois assimilés					
Clients					
Autres débiteurs					
Impôts et assimilés					
Autres créances et emplois assimilés					
Disponibilités et assimilés					
Placements et autres financiers courants					
Trésorerie					
TOTAL ACTIF COURANT					
TOTAL GENERAL ACTIF					

Source : Journal officiel N°19 du 25/03/2009 portant le système comptable financier

ANNEXES

Annexe N°02 : Passif d'un bilan comptable

Passif	Note	N Montant	N-1 Montant
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis			
Capital non appelé			
Primes et réserves/ (réserves consolidés) (1)			
Écarts de réévaluation			
Écarts d'équivalence (1)			
Résultat net – part du groupe (1)			
Autres capitaux propres-report à nouveau			
Part de la société consolidant (1)			
Part des minoritaires (1)			
TOTAL I			
PASSIF NON COURANT			
Emprunts et dettes financières			
Impôts (différés et provisionnés)			
Autres dettes non courantes			
Provisions et produits constatés d'avance			
TOTAL PASSIF NON COURANTS II			
PASSIF COURANT			
Fournisseurs et comptes rattachés			
Impôts			
Autres dettes			
Trésorerie passive			
TOTAL PASSIF COURANT III			
TOTAL GENERAL PASSIF			

Source : Journal officiel N°19 du 25/03/2009 portant le système comptable financier

(1) A utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés.

ANNEXES

Annexe N° 03: le compte de résultat

Désignation	Note	N	N-1
Chiffe d'affaire			
Variation produits finis et encours			
Production immobilisée			
Subvention d'exploitation			
1-PRODUCTION DE L'EXERCICE			
Achats consommés			
Services extérieurs et autres consommation			
2-CONSOMMATION DE L'EXERCICE			
3-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (1-2)			
Charges de personnel			
Impôts, taxes et versements assimilés			
4-EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION			
Autres produits opérationnels			
Autres charges opérationnelles			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
Reprise sur pertes de valeurs et provisions			
5-RÉSULTAT OPÉRATIONNEL			
Produits financiers			
Charges financières			
6-RÉSULTAT FINANCIER			
7-RÉSULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (5+6)			
Impôt exigible sur résultat ordinaire			
Impôt différés (variation) sur résultat ordinaire			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
8-RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
Éléments extraordinaire (produits)			
Éléments extraordinaire (charges)			
9-RÉSULTAT EXTRAORDINAIRE			
10-RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE			
Part dans les résultats nets des sociétés mise en équivalence (1)			
11- RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
Dont par des minoritaires (1)			
Part du groupe (1)			

Source : collectif EPBI, nouveau système comptable financier, Edition Pages bleues internationales, Algérie, 2010, p 167-168.

(1) à utiliser uniquement dans la présentation des états financiers consolidés

ANNEXES

Annexe N°04 : Les principaux reclassements des postes du bilan comptable peuvent être résumés comme suit :

Postes à reclasser	Le reclassement
2 Capital souscrit-non appelé	Dans le cas d'une liquidation de l'entreprise, on l'ajoute aux postes de trésorerie-actif. De ce fait, le capital souscrit non appelé est reclassé dans les créances à moins d'un an de l'actif.
3 Provisions pour risque et charges	Elles sont ventilées dans les dettes à plus ou moins d'un an selon la date prévue de réalisation du risque ou de la charge.
4 Comptes courants d'associés	La partie des comptes courants d'associés ayant fait l'objet d'une convention déblocage doivent figurer dans les capitaux propres.
5 Postes de l'actif immobilisé	Les poste de l'actif immobilise dont l'échéance est à moins d'un an sont reclassés en actif a moins d'un an.
6 Postes de l'actif circulant	Les postes de l'actif circulant dont l'échéance est à plus d'un an sont reclassés en actif à plus d'un an.
7 produits constatés d'avance	A rattacher aux ressources cycliques d'exploitation
8 charges constatées d'avance	A rattacher aux emplois cycliques d'exploitation
9 Postes de dettes	Les dettes sont à répartir selon leurs degrés d'exigibilité à plus ou à moins d'un an.
10 Écarts de conversion-actif	Non-valeurs à déduire de l'actif. Déduire par symétrie la provision pour pertes de change correspondant à des provisions pour risques et charges du passif.
11 Écarts de conversion-passif	Les gains de change sont ajoutés aux ressources durables (capitaux propres).
12 Résultat de l'exercice	Le résultat de l'exercice est ventilé en capitaux propres pour la part mise en réserve et en dettes à moins d'un an pour la part distribuée aux associés.

Source : Hubert de la bruslerie « analyse financière » 4ème édition. Paris 2010. Page 114.119

Annexe N°05: Représentation du bilan financier après les retraitements

Actif (degré de liquidité)	Passif (degré d'exigibilité)
Actif à plus d'un an	Passif à plus d'un an
Actif immobilisé net	Capitaux propres
+ plus-values latentes + part de l'actif circulant net à plus d'un an (stock outil, créances...) + charges constatées d'avance à plus d'un an - moins-values latentes -part de l'actif immobilisé net à moins d'un an - capital souscrit-non appelé	+ plus-values latentes +comptes courants bloqués + écart de conversion-passif -part d'écart de conversion actif non couverte par une provision -impôts latents sur subventions d'investissement et provisions réglementées. -actif fictif net -moins-values latentes
Postes constituant l'actif net à éliminer : Frais d'établissement Fonds commercial Primes de remboursement des obligations Charges à répartir	Dettes à plus d'un an + provisions à plus d'un an + impôt latent à plus d'un an sur subventions d'investissements et provisions réglementées + produits constatés d'avance à plus d'un an
Actif à moins d'un an	Passif à moins d'un an
Actif circulant net	Dettes fournisseurs, sociales, fiscales, Diverses
-part de l'actif circulant net à plus d'un an + charges constatées d'avance à moins d'un an + part de l'actif immobilisé à moins d'un an + effets escomptés non échus + capital souscrit-non appelé + part d'écart de conversion actif couverte par une Provision	+ dettes financières à moins d'un an + provisions à moins d'un an + impôt latent à moins d'un an sur subventions d'investissement et provisions réglementées + effets escomptés non échus + produits constatés d'avance à moins d'un an

Source : Hubert. B, Op-cite, page 2

Annexe N°06 : Présentation du tableau des soldes intermédiaires de gestion :

Produit / charges	Année «n»	Année «n-1»
Ventes de marchandises -Achats de marchandises -variation des stocks des marchandises		
marge commerciale		
Production vendue +Production stockée +Production immobilisée		
Production de l'exercice		
Marge commerciale +production de l'exercice -consommations de l'exercice en provenance de tiers		
Valeur ajoutée		
Valeur ajoutée +subventions d'exploitation -charges de personnel -Impôts et taxes		
EBE		
EBE -dotations aux amortissements, dépréciations et provisions d'exploitation(DADP) +reprises sur amortissements, dépréciations et provisions d'exploitation(RADP) -autres charges +autres produit		
Résultat d'exploitation		
Résultat d'exploitation + produits financiers -charges financières		
Résultat courant avant impôt		
Produit exceptionnel -Charges exceptionnelles		
Résultat exceptionnel		
Résultat courant avant impôt +Résultat exceptionnel -Participation des salariés -Impôts sur les bénéfices		
Résultat net de l'exercice		

Source: Béatrice et Francis Grand Guillot « Analyse financière », Edition galion, 4ème édition, Paris 2006, P55.

Annexe N° 07 : Les ratios de structure financière et de liquidité

Nature	Formule	Interprétation
Financement Des emplois stables	$\frac{\text{Ressources stables}}{\text{Emplois stables}}$	Ce ratio mesure la couverture des emplois stables par les ressources stables.
Autonomie Financière	$\frac{\text{capitaux propres}}{\Sigma \text{ dettes}}$	Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à s'endetter.
Capacité de remboursement	$\frac{\text{dettes financieres}}{\text{capacité d'autofinancement}}$	L'endettement ne doit pas excéder 4 fois la capacité d'autofinancement.
Autofinancement	$\frac{\text{autofinancement}}{\text{valeur ajoutée}}$	Ce ratio mesure la part de la valeur ajoutée consacrée à l'autofinancement.
Couverture de l'actif circulant par le FRNG	$\frac{F.R.N.G}{\text{Actif circulant}}$	Ce ratio indique la part du F.R.N.G. qui finance l'actif circulant.
Evolution du F.R.N.G	$\frac{F.R.N.G}{\text{chiffre d'affaires}(H.T)} \times 3$ 60j	Ce ratio mesure la marge de sécurité financière en nombre de jours de C.A.
Evolution du B.F.R.E	$\frac{B.F.R.E}{\text{chiffre d'affaires}(H.T)} \times 3$ 60j	Ce ratio mesure l'importance du B.F.R.E. en nombre de jours de C.A.
Solvabilité Générale	$\frac{\Sigma \text{Actifs}}{\Sigma \text{Dettes}}$	Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer l'ensemble de ses dettes en utilisant l'ensemble de l'actif.
Liquidité Générale	$\frac{\text{Actif circulant}}{D.C.T}$	Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant ses actifs à court terme
Liquidité Restreinte	$\frac{\text{Créances à moins d' un an + Disponibilités}}{D.C.T}$	Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant les créances et les disponibilités
Liquidité immédiate	$\frac{\text{Disponibilités}}{D.C.T}$	Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant les disponibilités.
Endettement à terme	$\frac{\text{Capitaux propres}}{D.L.M.T}$	Ce ratio mesure l'autonomie financière de l'entreprise.

SOURCE : Béatrice et Francis Grandguillot « analyse financière » 11e édition, paris, 2007, page144.

Annexe N°08 : Les ratios de rotation

NATURE	FORMULE	INTERPRETATION
Taux de croissance de CA HT	$\frac{CA_n - CA_{n-1}}{CA_{n-1}}$	L'évolution du chiffre d'affaires permet de mesurer le taux de croissance de l'entreprise
Taux de marge commerciale	$\frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Ventes de marchandise(H. T)}}$	Il mesure l'évolution de la performance de l'activité commerciale de l'entreprise.
Taux de croissance de la valeur ajoutée	$\frac{VAN - VAN - 1}{VAN - 1}$	L'évolution de la valeur ajoutée est également un indicateur de croissance.
Taux d'intégration	$\frac{\text{Valeur ajoutée}}{C.A(H.T)}$	Il mesure le taux d'intégration de l'entreprise dans le processus de production ainsi que le poids des charges externes
Partage de la valeur ajoutée (facture travail)	$\frac{\text{Excédent brut d'exploitation}}{\text{Valeur ajoutée}}$	Il mesure la part de richesse qui sert à rémunérer le travail des salariés.
Poids de l'endettement	$\frac{\text{Charges d' intérêts}}{\text{Excédent brut d' exploitation}}$	Ce ratio mesure le poids de l'endettement de l'entreprise.
Rotation des stocks (entreprises commercial)	$\frac{\text{Stock moyen de marchandises}}{\text{coût d' achatdes marchandises vendues}} \times 360 \text{ j}$	Ce ratio mesure la durée d'écoulement des stocks. Une augmentation de cette durée entraîne une augmentation du B.F.R.E.
Rotation des stocks (entreprises industrielles)	$\frac{\text{Stock moyen de matières premières}}{\text{coût d' achatdes matières premières cons}} \times 360 \text{ j}$ $\frac{\text{Stock moyen de produits finis}}{\text{Coût de production des produits vendus}} \times 360 \text{ j}$	Ce ratio mesure la durée d'écoulement des stocks. Une augmentation de cette durée entraîne une augmentation du B.F.R.E.
Durée moyenne du crédit clients	$\frac{\text{Créances clients et comptes rattachés+ encours de production}}{C.A(T.T.C)} \times 360 \text{ j}$	Ce ratio mesure la durée moyenne en jours du crédit consenti par l'entreprise à ses clients
Durée moyenne du crédit fournisseurs	$\frac{\text{Dettes fournisseurs et comptes rattachés}}{\text{Consommation en provenance des tiers(T.T.C)}} \times 360 \text{ j}$	Ce ratio mesure la durée moyenne en jours du crédit obtenu par l'entreprise de la part de ses fournisseurs. Il doit être supérieur au ratio du crédit clients.

Source : Béatrice et Francis Grandguillot (2007), *op-cit*, p 147

Annexe N° 09 : Les ratios de rentabilité

Nature	Formule	Interprétations
Taux de marge brute	$\frac{EBE}{CA HT}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à générer une rentabilité à partir du chiffre d'affaire
Taux de rentabilité Financière	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Capitaux propres}}$	Il mesure l'aptitude de l'entreprise à rentabiliser les fonds apportés par les associés
Taux de rentabilité Économique	$\frac{EBE}{\text{Ressources stables}}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à rentabiliser les fonds apportés par les associés et les prêteurs
Taux de marge nette	$\frac{\text{Résultat de l'exercice}}{CA HT}$	Il mesure la capacité de l'entreprise à générer un bénéfice net à partir du chiffre d'affaires.

Source : BÉATRICE et Francis Grandguillot, op-cit, p 149.



Table des matières

Table des matières

Remerciements

Dédicace

Dédicace

Sommaire

Introduction générale 6

CHAPITRE I Concepts fondamentaux de l'analyse de la structure financière

Introduction du chapitre.....	10
Section 1 : généralités sur l'analyse de la structure financière.....	11
1.1 Définition de la structure financière.....	11
1.2 Objectif de la structure financière.....	12
1.3 Importance de la structure financière.....	12
Section 2 : Identification des supports de base de l'analyse de la structure financière.....	14
2.1 Le bilan comptable.....	14
2.1.1 Définition du bilan comptable.....	14
2.1.2 Les éléments du bilan comptable.....	14
2.1.2.1 éléments figurants à l'actif du bilan.....	14
2.1.2.2 Les éléments figurants au passif du bilan.....	16
2.2 Le tableau des comptes de résultat (TCR).....	16
2.2.1 Les différents comptes du compte de résultat.....	17
2.2.1.1 Les produits.....	17
2.2.1.2 Les charges.....	17
2.2.1.3 Les résultats.....	18
2.2.2 L'utilité de TCR dans l'analyse de la structure financière.....	19
2.3 Les documents annexes.....	19
Section 3 : La construction du bilan financier.....	20
3.1 Définitions du bilan financier.....	20
3.2 Les rubriques du bilan financier.....	20
3.2.1 L'actif du bilan financier.....	20
3.2.1.1 L'actif immobilisé.....	21
3.2.1.2 L'actif circulant.....	21
3.2.2 Le passif du bilan financier.....	21

3.2.2.1 Les capitaux permanents	21
3.2.2.2 Les dettes à court terme	21
3.3 Les retraitements et les reclassements des postes du bilan comptables.....	22
3.3.1 Les retraitements des postes du bilan comptable.....	22
3.3.1.1 Les retraitements de l'actif	22
3.3.1.2 Les retraitements du passif.....	23
3.3.2 Les reclassements des postes du bilan comptable.....	24
Conclusion du chapitre.....	26

CHAPITRE II L'analyse de la structure financière d'une entreprise

Introduction du chapitre.....	28
Section 1: L'analyse de la structure financière par les indicateurs d'équilibre financiers	29
1.1 Le fonds de roulement (FR)	29
1.1.1 Le FR par le haut du bilan.....	29
1.1.2 Le FR par le bas du bilan	30
1.1.3 Le fond de roulement propre (FRP)	30
1.1.4 Le fond de roulement étranger (FRE)	31
1.1.5 Le fonds de roulement global (total)	31
1.2 Le besoin en fonds de roulement BFR (équilibre à court terme)	32
1.2.1 Besoins en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)	32
1.2.2 Besoins en fonds de roulement hors exploitation (BFRHE)	32
1.2.3 Calcul du besoin en fonds de roulement.....	32
1.2.4 Interprétation des différentes situations de BFR	33
1.2.5 Niveau de fonds de roulement	33
1.3 La trésorerie (équilibre financier immédiat)	33
1.3.1 Calculs de la TN	33
1.3.2 Interprétation des différentes situations de la trésorerie.....	34
1.3.3 Rôle du trésorier	34
Section 2 : l'analyse par l'activité.....	36
2.1 Les soldes intermédiaires de gestion SIG	36
2.1.1 La marge commerciale.....	36
2.1.2 La production	37
2.1.3 La valeur ajoutée	38
2.1.4 L'excédent brut d'exploitation.....	38

2.1.5 Le résultat d'exploitation.....	40
2.1.6 Le résultat courant	41
2.1.7 Le résultat exceptionnel	42
Section 3 : l'analyse de la structure financière par la méthode des ratios.....	44
3.1 Les ratios de solvabilité	44
3.1.1 Le ratio d'autonomie financière	44
3.1.2 Capacité de remboursement	45
3.1.3 Ratio de solvabilité Générale	46
3.2 Les ratios de liquidité.....	46
3.2.1 Ratio de liquidité générale	46
3.2.2 Ratio de liquidité immédiate	47
3.2.3 Le ratio de liquidité restreinte	48
3.3 Les ratios de rotation	48
3.3.1 Ratio de rotation du crédit clients	48
3.3.2 Ratio de rotation du crédit fournisseurs.....	49
3.3.3 Le ratio de rotation des stocks	50
3.4 Le choix d'un ratio	50
3.5 L'intérêt de l'analyse de la structure financière par la méthode des ratios.....	51
3.6 Les limites de l'analyse par la méthode des ratios.....	51
Conclusion du chapitre.....	52

CHAPITRE III Les sources de financement d'une entreprise

Introduction du chapitre.....	54
Section 1 : le financement par fonds propres.....	55
1.1 L'autofinancement	55
1.1.1 La CAF	56
1.1.1.1 Le calcul de la CAF à partir de l'EBE (méthode additive)	56
1.1.1.2 Le calcul de la CAF à partir du résultat net (méthode soustractive)	57
1.2 Le financement par augmentation du capital	58
1.2.1 Les opération d'augmentation du capital	59
1.2.1.1 Les apports en numéraire	59
1.2.2 L'augmentation de capital par incorporation de réserves.....	61
1.2.3 Les apports en nature	61
1.3 Financement par cession d'éléments actifs	61

Section 2 : le financement quasi-fonds propres.....	63
2.1 Les titres hybrides.....	63
2.1.1 Les titres participatifs.....	63
2.1.2 Les prêts participatifs.....	63
2.1.3 Les titres subordonnés.....	63
2.2 Les subventions et les avances conditionnées.....	64
Section 3 : le financement par endettement.....	65
3.1 La notion d'effet de levier.....	65
3.1.1 Définition de l'effet de levier	65
3.1.2 Le principe de l'effet de levier.....	65
3.2 Les principales formes d'endettement	67
3.2.1 Emprunts bancaires	67
3.2.2 Emprunts obligataires.....	68
3.2.2.1 Conditions juridiques de l'emprunt obligataire.....	69
3.2.2.2 Les caractéristiques de l'emprunt obligataire.....	69
3.2.2.3 Les catégories d'obligations	69
3.2.3 Crédit-bail.....	70
Conclusion du chapitre.....	72
Conclusion générale.....	74
Références bibliographiques et sites web.....	76
Liste des (abréviations, Figures et Tableaux)	78
Annexe.....	81
Table des matières.....	91